

AFFAIRES

La Presse

S&P / TSX	TSX CROISSANCE	S&P / TSX 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
6472,53 -82,59 -1,3%	1104,57 -1,98 -0,2%	367,56 -4,41 -1,2%	222,55 -2,99 -1,3%	1320,29 -17,23 -1,3%	7837,86 -53,22 -0,7%	834,81 -6,34 -0,8%	349,20 \$US -1,00 -0,3%	33,32 \$US -0,68 -2,0%	67,40 CUS 0,01 61,83 €EURO -0,50

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | MARDI 4 MARS 2003

BOURSES

Valeurs mobilières Desjardins dans le rouge

RÉJEAN BOURDEAU

TOUCHÉE PAR la hausse de ses dépenses et par la désaffection des petits investisseurs à l'égard de la Bourse, la filiale de courtage du Mouvement Desjardins a affiché une perte nette de 4,4 millions l'an dernier, par rapport à un profit net de 4,6 millions un an plus tôt.

« Le dernier exercice a été plus difficile qu'en 2001 à cause de la faiblesse des volumes de transactions et de la diminution considérable des nouvelles émissions qui constituent une source importante de revenus », souligne Jean-Pierre De Montigny, président de Valeurs mobilières Desjardins (VMD).

Durant l'année, le courtier a quand même augmenté ses revenus de 12 %, à 116 millions, comparativement à l'an passé, grâce à une politique « agressive » d'embauches. Quelque 65 conseillers en placement ont été embauchés depuis un an, sur un total de 260.

La filiale de courtage à escompte Disnat a connu la baisse d'activité la plus prononcée de la firme. De façon générale, les chiffres annuels de l'industrie des valeurs mobilières indiquent une diminution de « 20 % à 40 % » dans le secteur du courtage à escompte, avance M. De Montigny.

Investir dans l'expansion

Depuis son arrivée à la tête du courtier en juin 2001, le président s'est lancé dans une panoplie de projets en vue de faire grandir VMD : embauche de conseillers au Québec et dans le reste du Canada, achats de petits courtiers, développement du service de recherche, du



Photo ROBERT SKINNER, Archives La Presse

Jean-Pierre De Montigny, président de Valeurs mobilières Desjardins secteur de ventes institutionnelles d'actions et du financement corporatif (émissions, appel public à l'épargne, etc.).

Ces projets ont eu un effet sur les frais d'exploitation du courtier, qui ont bondi de « 35 % à 40 % » l'an dernier. Une bonne partie de ces dépenses ont été enregistrées dans le dernier exercice. Environ la moitié d'entre elles ne sont pas récurrentes.

« Il faut calculer 12 mois de frais de développement en 2002 par rapport à quelques mois l'année précédente, explique le président. Il faut faire les dépenses avant de réaliser les revenus. Cette différence de timing a un impact important. »

Selon M. De Montigny, le développement à l'interne « est beaucoup moins dispendieux que de

faire une grosse acquisition ». Par ailleurs, les frais du dernier exercice ont été passés directement à la dépense au lieu d'être capitalisés pendant des années.

Maintenir le rythme

Le président n'a pas l'intention de réduire son rythme de croisière. « Si le marché continue à se détériorer, nous allons profiter de l'occasion pour attirer des personnes clés, dit-il. Et si le marché reprend plus vite, on aura un moteur plus puissant pour en profiter. »

Cette année, VMD se concentrera sur l'ajout d'une soixantaine de nouveaux conseillers (dont les deux tiers au Québec et un tiers en Ontario). Présentement, 85 % des conseillers sont au Québec.

On compte aussi compléter les équipes de ventes institutionnelles d'actions et l'équipe de recherche. Pour le moment, le courtier n'a pas d'acquisition dans sa mire.

Les activités de courtage aux particuliers comptent encore pour 75 % des revenus totaux du courtier. M. De Montigny a l'intention d'augmenter la part de ses services institutionnels pour être moins dépendant des cycles boursiers.

À partir du 1^{er} avril, la propriété de VMD sera transférée à la Fédération des caisses Desjardins du Québec. Actuellement, le courtier se trouve sous la direction de la Société financière Desjardins-Laurentienne.

« C'est un rapprochement souhaité par tous, dit M. De Montigny. De cette façon, nous allons collaborer encore plus étroitement avec le réseau afin d'offrir davantage nos services de courtage aux clients des caisses. »



La région que compte investir Noranda est décrite comme un « petit paradis », avec lacs, montagnes et vestiges de la glaciation.

L'aluminerie chilienne de Noranda dénoncée

CAMILLE BEAULIEU
collaboration spéciale

ROUYN-NORANDA — Un projet d'aluminerie de 2,75 milliards \$ US, à Aysen, au Chili, par Alumysa Ltda, filiale du groupe Noranda de Toronto, soulève l'ire des mouvements écologistes chiliens et canadiens. Comble de malchance pour Noranda, une délégation d'écologistes chiliens en visite d'information à sa fonderie de Rouyn-Noranda vendredi dernier s'est heurtée à un barrage de 500 travailleurs en grève depuis huit mois, mourant tous d'envie de fournir des références sur leur employeur.

Le projet Alumysa comprend l'aluminerie d'une capacité annuelle de 440 000 tonnes, trois barrages et centrales hydroélectriques et un gigantesque port sur un fjord donnant sur le Pacifique, a confirmé hier Dale Coffin, porte-parole

de Noranda inc. à Toronto. « Nous en sommes à l'étape de l'étude d'impact environnemental et en attente du feu vert des autorités chiliennes. Le projet créera 5000 emplois à l'étape de la construction, et 1100 pendant les opérations. »

C'est justement l'impact environnemental du projet qui a inquiété les opposants.

Alumysa émettra pas moins de 1,5 million de tonnes par année de déchets gazeux et solides et inondera des milliers d'hectares, fait valoir la coalition canadienne qui donnera une conférence de presse à Montréal aujourd'hui. Elle est composée de L'Initiative de Halifax, du Collectif de lutte aux organochlorés et de Mining Watch Canada.

Voir NORANDA en D2

PyroGenesis reçoit 5,6 millions et créera une centaine d'emplois

ARIANE KROL

PYROGENESIS, entreprise de Montréal spécialisée dans les technologies de pointe en haute température, recevra 5,6 millions du programme de Partenariat technologique Canada (PTC) pour commercialiser son procédé de formage par projection au jet de plasma. L'entreprise pourra ainsi embaucher de 50 à 60 des quelque 100 personnes dont elle aura besoin pour assurer sa croissance.

« Le projet de PyroGenesis est le genre d'initiative à laquelle pensait le gouvernement du Canada lorsque nous avons lancé la stratégie d'innovation l'an passé », a déclaré hier la présidente du Conseil du Trésor fédéral, Lucienne Robillard, en visite au siège social de l'entreprise.

Il s'agit d'un investissement remboursable : PyroGenesis devra investir 14 millions dans ce projet au cours des trois prochaines années pour que le PTC lui rembourse 5,6 millions.

Joint Strike Fighter

Cet investissement a été réalisé dans le cadre du projet Joint Strike Fighter, la prochaine génération d'avions de chasse dont le gouver-



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse

Peter Pascali, président de PyroGenesis, et Peter G. Tsantrizos, PDG, montrent un prototype de casque bleu fabriqué par l'entreprise, devant la présidente du Conseil du Trésor, Lucienne Robillard.

nement américain a accordé le lucratif contrat à l'avionneur Lockheed Martin.

« Lockheed Martin est très intéressé à ces technologies pour répondre à quelques-uns de ses besoins », note le chef de service des

contrats chez PyroGenesis, Tom Whitton.

Le formage par projection au jet de plasma, procédé qui consiste à projeter des poudres métalliques ou céramiques en fusion pour former des composantes de haute per-

formance, pourrait avoir des applications intéressantes en aéronautique et en aérospatiale. Il permettrait par exemple de fabriquer des composantes de moteurs d'avions qui, contrairement à ce qui se fait actuellement, ne nécessiteraient pas de systèmes de refroidissement. « C'est sûr qu'un gain de 2 % ou 3 % sur la masse du moteur se traduit par plus de vitesse et plus d'efficacité », explique le directeur du développement de nouveaux produits de l'entreprise, Luc Leblanc.

L'investissement annoncé hier devrait permettre de créer de 50 à 60 emplois au cours des 18 prochains mois. L'entreprise prévoit que la croissance de ses autres activités nécessitera l'embauche de 40 à 50 autres travailleurs durant la même période. « Nous employons en ce moment environ 100 personnes dans le monde et nous prévoyons doubler ce nombre au cours des prochains mois », résume le président de PyroGenesis, Peter Pascali, en précisant que la plupart des nouveaux emplois seront créés ici.

Voir PYROGENESIS en D2

AUJOURD'HUI

Des agences de voyages amènent Air Canada en Cour

Des agences de voyages américaines et canadiennes poursuivent Air Canada et d'autres transporteurs pour complot, bris de contrat et non-paiement de commissions.

Page 3

Des retardataires et des vendeurs

La chronique de Michel Girard sur les transactions d'initiés.

Page 5

Bons résultats pour la SFDL

La Société financière Desjardins-Laurentienne a terminé son année financière en beauté, avec une solide performance au quatrième trimestre.

Page 6

REDÉCOUVREZ LA LÉGENDE ITALIENNE. MASERATI EST DE RETOUR À MONTREAL.

— SPYDER 2002 —
999\$*
/mois

OFFRE SPÉCIALE
SUR LA LOCATION



MASERATI



Transmission Cambiocorsa ou boîte manuelle 6 vitesses • Garantie 4 ans, 80.000 KM. • 390 chevaux @ 7000 tours/min. • 0-100km en 4,9 sec.
* Mensualité calculée en fonction d'un bail de 36 mois prévoyant 15 000 km par année. Taxes, transport et préparation en sus. Comptant de 20 000 \$ plus taxes exigé.

MASERATI QUEBEC
5155, DE SOREL - MONTREAL - TEL. 514 337 7274

Gesca acquiert d'autres publications de golf

SOPHIE BROUILLET
lapresseaffaires.com

LES ÉDITIONS Gesca achètent les publications de langue française de Médias Transcontinental portant sur le golf, pour une somme qui n'a pas été divulguée.

Le *Journal Golf*, *L'Annuaire des clubs de golf du Québec*, *Golf International* et le portail *golfternational.ca* passent ainsi aux mains des Éditions Gesca. Ces dernières exploiteront aussi exclusivement la marque Golf Affaires, associée à un encart qui sera joint au journal *Les Affaires*.

Les Éditions Gesca, dont le mandat est de lancer des publications spécialisées, produisent déjà quatre magazines de golf ainsi que les publications *GPFI*, *Styles* de vie et *Ricardo*.

Elles sont la propriété de Gesca, filiale de journaux de Power Corporation.

Le titre de Power valait 37,44 \$ à Toronto en fin de journée boursière hier, en baisse de 2,12 %.

Celui de Groupe Transcontinental, dont Médias Transcontinental est une filiale, se transigeait à 38,36 \$, en hausse de 0,84 %.

« Passablement impressionné par les conditions de travail insalubres décrites, et les odeurs de SO₂ émanant de la fonderie », Peter Hartmann, de l'Alianza Aysen Reserva de Vida, a conclu après sa rencontre avec les grévistes vendredi que Noranda n'est peut-être pas le citoyen corporatif au-dessus de tout soupçon qu'elle annonce être...

La région de Aysen est décrite comme une véritable petit paradis par les écologistes, « l'une des trois régions les moins contaminées du monde ». Elle compte de nombreux lacs, des forêts tempérées à l'état naturel, des glaces vesti-

ges de la dernière glaciation et un important centre touristique. On y trouve de nombreuses piscicultures de saumons et des élevages de boeufs et de chevaux.

Le territoire, enfin, reçoit plus de trois mètres de pluies chaque année, un atout important aux yeux de Noranda.

« C'est vrai que le territoire est beau, reconnaît Denis Couture, vice-président des communications chez Noranda. Ça ressemble au Saguenay. Nous voulons construire une usine d'avant-garde, comme celle d'Alcan à La Baie. Sans aucun effluent liquide sortant du périmètre, et un

minimum d'émissions aériennes. »

« Noranda possède déjà une aluminerie à New Madrid, au Missouri, et six lamineries aux États-Unis », rappelle M. Couture.

« Nous avons décidé d'étendre nos activités d'abord dans des pays de connaissance, comme le Chili. Nous y sommes depuis 1995 et y avons déjà 3000 employés. Nous y avons récemment investi deux milliards US, de concert avec Falconbridge. Et, vous savez, les fonctionnaires chiliens sont aussi tatillons que les fonctionnaires canadiens de l'environnement ! » a dit le responsable.

PYROGENESIS

Suite de la page D1

Environ 80 personnes, dont 57 scientifiques et ingénieurs, travaillent chez PyroGenesis à Montréal et 15 autres en Grèce. L'entreprise recrutera autant des opérateurs pour l'aider à élaborer ses nouveaux systèmes que des chercheurs spécialisés en divers domaines, comme l'ingénierie, les matériaux, l'électricité ou la robotique.

La société se spécialise actuellement dans deux secteurs distincts : la destruction de déchets et le formage par projection au jet de plasma. C'est dans cette deuxième activité que PTC a investi. « Ça va nous permettre de passer à la prochaine étape qui sera la commercialisation », dit Luc Leblanc.

PyroGenesis a déjà fabriqué des produits avec cette technologie, mais uniquement à des fins de démonstration. C'est ainsi qu'elle a mis au point, en collaboration avec le ministère de la Défense nationale du Canada, des casques de protection militaires sur le modèle de ceux que portent les soldats de l'ONU, les fameux Casques bleus. Sa technique permet de produire un casque plus léger et plus performant, dit Luc Leblanc.

L'entreprise montréalaise espère proposer des applications qui trouveront preneur au-delà du programme Joint Strike Fighter. Ainsi, des pièces d'armure pourraient aussi bien servir à protéger des avions que des blindés, des soldats ou des policiers. PyroGenesis voudrait aussi pouvoir rem-

placer, dans certaines applications, des métaux toxiques comme le béryllium.

Le projet compte d'autres partenaires, dont Pratt & Whitney Canada, ainsi que les ministères canadien et américain de la Défense. PyroGenesis, une société à capital fermé, affirme qu'elle est rentable et que son chiffre d'affaires se situe entre 1 et 10 millions de dollars.

Les revenus actuels de l'entreprise proviennent de plusieurs sources. Elle conçoit des revêtements protecteurs pour divers clients, comme des manufacturiers d'équipements utilisés dans les mines. Elle fabrique aussi des poudres d'une très grande pureté qui trouvent notamment preneur dans l'industrie biomédicale. « Nous avons deux clients aux États-Unis qui utilisent notre poudre de titane pour des joints de hanches », précise Tom Whitton. Au rayon de la destruction de déchets, c'est un bateau de croisière qui sera le premier à installer, en septembre, un système mis au point par PyroGenesis. Des négociations sont aussi en cours pour vendre des systèmes terrestres à des clients canadiens et étrangers. Finalement, la société tire aussi des revenus de ses travaux de recherche et développement, une activité dans laquelle elle a investi en moyenne 47 % de ses ventes depuis trois ans.

Cambior : mises à pied possibles à cause du bris d'un treuil

Reuters

CAMBIOR INC. évaluait hier des possibles mises à pied à sa mine d'or Doyon à la suite du bris du treuil de production durant la fin de semaine.

La société aurifère québécoise a entrepris de démanteler le treuil pour évaluer les dommages potentiellement causés aux roulements ou à l'essieu central.

Les réparations pourraient durer de deux à six semaines, au cours desquelles certains employés pourraient être temporairement au chômage, a précisé Cambior.

La production à l'usine de traitement adjacente sera maintenue à 100 %, alimentée quotidiennement par 1600 tonnes en provenance des mines souterraines Mouska et Doyon et par 2000 tonnes de minerai à basse teneur empilé à la surface près de l'usine.

ÉCONO FLASHES

Cogénération du Québec | Fraude fiscale de 375 000 \$

JACQUES SIMARD a reconnu sa culpabilité, la semaine dernière, relativement aux accusations d'avoir fait des déclarations fausses ou trompeuses en omettant d'inclure des revenus totalisant près de 375 000 \$ dans ses déclarations de revenus des années 1993 à 1997. M. Simard était actionnaire de la Société de cogénération du Québec. L'enquête menée par la Direction principale des enquêtes du ministère du Revenu du Québec touchait les affaires de la Société de cogénération du Québec. Elle travaillait au développement de projets ayant trait à la construction d'usines d'énergie thermique, principalement dans les régions du Lac-Saint-Jean, de Chibougamau et de Chapais. La juge Isabelle Reault de la Cour du Québec a condamné M. Simard à des amendes totalisant 100 000 \$. La juge lui a accordé un délai de 24 mois pour acquitter ces amendes, auxquelles s'ajoute le paiement des montants d'impôt exigibles en vertu des lois fiscales. Le 28 janvier dernier, l'autre actionnaire de la société, Léopold Tremblay, avait reconnu sa culpabilité relativement à des accusations similaires au palais de justice de Roberval.

Rona | En appel

Matco Ravary a indiqué hier que Rona a porté en appel le jugement de la Cour supérieure qui avait rejeté l'action en injonction de la part de Rona, injonction qui visait notamment à surseoir à la clôture de la transaction avec Groupe BMR. Cet avis d'appel ne devrait toutefois pas retarder la clôture de la transaction.

San Francisco | Conclusion de la vente de L'Officiel

LES BOUTIQUES San Francisco ont finalisé la vente à Boutique Tristano & Iseut des 12 boutiques opérant sous la bannière L'Officiel, qui se spécialise dans les vêtements destinés à une clientèle de femmes d'affaires et de professionnelles. Le coût de la transaction, payable comptant, est d'environ deux millions, incluant la valeur des inventaires. Le Groupe San Francisco compte 171 boutiques situées au Québec, en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta, regroupées sous sept bannières visant autant de segments de marché ; la société exploite également Les Ailes de La Mode.

SSQ Groupe financier | Bond du volume d'affaires

POUR L'EXERCICE terminé le 31 décembre, les nouvelles ventes de SSQ Groupe financier dans le secteur de l'assurance collective font un bond de 49,2 %. Le volume d'affaires global s'est élevé à 894,9 millions, en augmentation de 21,9 %, pavant la voie à un bénéfice net de 14 millions. Le rendement sur l'avoir des actionnaires en début d'année a été de 11,3 %, une onzième année consécutive de rendements supérieurs à 11 %. L'actif sous gestion a été hissé à 1,88 milliard.

Gaz Métropolitain | Haute cote de stabilité par S&P

SOCIÉTÉ EN commandite Gaz Métropolitain a obtenu la cote SR-1 de Standard & Poor's, soit la plus haute cote de stabilité qui peut être attribuée à une fiducie de revenu par cette agence de crédit. Avec 2,5 milliards d'actifs, plus de 10 000 km de conduites souterraines de distribution de gaz naturel et environ 1300 employés, Gaz Métropolitain est le troisième distributeur de gaz naturel au Canada.

Wal-Mart Canada | Trois nouveaux magasins-entrepôts

WAL-MART Canada compte inaugurer trois magasins-entrepôts SAM'S CLUBS dans les communautés d'Ontario de Vaughan, de Pickering et de London. Les trois nouveaux clubs-entrepôts représentent un investissement combiné d'environ 60 millions par Wal-Mart. Les trois projets vont créer au-delà de 1200 emplois dans le secteur de la construction et dans les magasins-entrepôts. Au cours des prochains mois, Wal-Mart annoncera les emplacements des autres magasins-entrepôts SAM'S CLUB en Ontario.

Aecon | Construction d'un casino aux États-Unis

GROUPE AECON, de Toronto, par l'intermédiaire de sa division Aecon Buildings de l'État de Washington, a obtenu un contrat de 24,8 millions US de Port Madison Enterprises, de la Tribu Suquamish, pour construire un casino permanent et un parc de stationnement intérieur. Le casino Clearwater de 93 600 pieds carrés remplacera le casino temporaire de la Tribu, à Suquamish, Washington, un casino également construit par Aecon en 1995. Le casino permanent comptera de 600 à 750 machines à sous, deux bars, deux secteurs de services alimentaires, ainsi qu'un centre de conférences et de bingo.

Pierre Bellemare

HEC MONTRÉAL

CENTRE DE PERFECTIONNEMENT

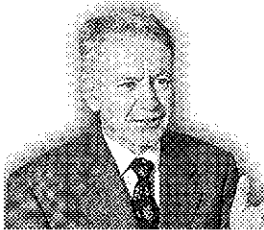
Animateurs des séminaires



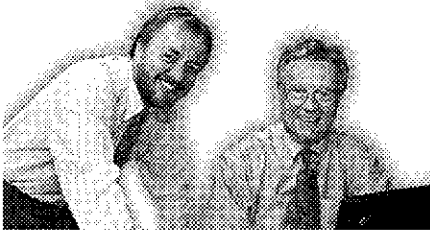
Estelle M. Morin
M.Ps; Ph.D.(psychologie), U. de Montréal



Michel Vézina
M.Sc.(gestion), HEC Montréal; D.Sc.(gestion), Université Montpellier II; CA



François Boulard
M.Ps.(psychologie industrielle et organisationnelle), U. de Montréal



Benoît Tremblay
M.B.A., HEC Montréal;
D. 3^e cycle, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris

Guy Archambault
L.Sc.com., HEC Montréal;
M.(rel. ind.), U. de Montréal;
M.B.E., Harvard

Aucune formation postsecondaire n'est exigée.
Le Centre de perfectionnement de HEC Montréal

3122892A

L'intelligence émotionnelle, une compétence professionnelle

31 mars, 1^{er} et 2 avril 2003 – 9 h à 17 h

Acquérez et développez les habiletés associées à l'intelligence émotionnelle pour mieux gérer votre vie professionnelle, améliorer votre performance et votre satisfaction au travail. Ce séminaire vous amènera à développer des habiletés que vous pourrez mettre rapidement en pratique dans votre milieu de travail.

Mme Morin est professeure titulaire à HEC Montréal et psychologue en pratique privée à Montréal.

<http://www.hec.ca/cphhec/programmes/iecp.htm>

Contrôle budgétaire et gestion de la performance pour experts-comptables

3 et 4 avril 2003 – 9 h à 17 h

En tant qu'expert-comptable, voici l'occasion d'approfondir les outils de gestion qui vous aideront à mieux gérer le processus budgétaire. Chacune des étapes étudiées sera illustrée à l'aide de cas concrets.

M. Vézina est professeur agrégé au Service de l'enseignement des sciences comptables à HEC Montréal et rédacteur en chef de la revue Gestion.

<http://www.hec.ca/cphhec/programmes/cbcp.htm>

Gérer les employés avec succès

2, 3 et 4 avril 2003 – 9 h à 17 h

Que font les gestionnaires efficaces dans le quotidien pour amener les employés à avoir une bonne performance? Comment se construit une relation gestionnaire-employés qui conduit au succès? Ce séminaire aborde les différentes pratiques qui ont du succès dans la gestion des individus au travail.

François Boulard a travaillé pendant plusieurs années à titre de gestionnaire des ressources humaines. Il intervient maintenant à titre de conseiller auprès de divers organismes.

<http://www.hec.ca/cphhec/programmes/rss.htm>

La maîtrise des habiletés de consultation

7 et 8 avril 2003 – 9 h à 17 h

En tant que consultant externe ou interne ou professionnel d'un domaine spécialisé, vous désirez renforcer vos habiletés, acquérir des connaissances et examiner certains outils nécessaires à une pratique professionnelle de la consultation. Ce séminaire se concentre sur la démarche de consultation.

Guy Archambault est professeur honoraire à HEC Montréal.

Benoît Tremblay est professeur agrégé à HEC Montréal.

MM. Archambault et Tremblay interviennent à titre de consultants auprès de nombreuses organisations.

<http://www.hec.ca/cphhec/programmes/mhch.htm>

(514) 340-6001

SESSIONS INTRA-ORGANISATIONNELLES Ces programmes peuvent être adaptés et offerts dans votre entreprise.



Affaires

715

SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

PRÊTEUR PRIVÉ
1E-2E HYPOTHÈQUE. 450-448-6924

L'aide d'aujourd'hui.
L'espoir de demain.

Société Alzheimer



Avis

850

AVIS DE DISSOLUTION,
CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que FARHAD RAHIMI-FAR dont l'adresse du domicile est le 5548, chemin Queen-Mary, appartement 4, Montréal, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de : **FERNANDO RAIMI**.
Montréal, le 25 janvier 2003
R 850



AMNISTIE
INTERNATIONALE
(514) 766-9766
1 800 565-9766

AMNISTIA



Avis

850

AVIS DE DISSOLUTION,
CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que la compagnie 9088-9858 QUÉBEC INC., demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre, conformément à la Loi sur les compagnies.
Montréal, ce 28 février 2003
Joseph Morena, président
R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie 9104-4362 QUÉBEC INC., demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
Montréal, ce 26 février 2003
Jonathan Chaimberg Président
R 850

Des agences de voyages nord-américaines poursuivent Air Canada et des transporteurs

LAURIER CLOUTIER

DES AGENCES de voyages des États-Unis et du Canada ont déposé des requêtes en recours collectif et en jugement déclaratoire contre Air Canada et plusieurs autres transporteurs pour complot, bris de contrat et non-paiement de commissions.

Air Canada considère que ces poursuites « n'ont aucun mérite » et compte les contester énergiquement, au dire de sa porte-parole, Isabelle Arthur.

L'évaluation des dommages s'élève à cinq milliards \$ US dans la cause américaine, qui doit être entendue le 28 avril prochain. La semaine dernière, les transporteurs poursuivis ont cependant demandé un délai de 90 jours, invoquant la crise financière que connaissent plusieurs compagnies, explique Bruce Bishins, président de l'association canadienne Canadian Standard Travel Agent Registry (CSTAR), de Toronto, et témoin dans la cause américaine.

La CSTAR appuie de son côté la requête

en recours collectif lancée par Always Travel, de Montréal, et Highbourne Enterprises, de Toronto, dans l'espoir d'obtenir réparation pour les dommages infligés aux 3700 agences accréditées au Canada. Le tribunal doit se prononcer sur sa validité au début de septembre prochain, précise Bruce Bishins.

Au Québec, Voyages Montambault, de Laval, a obtenu l'appui de plusieurs agences de voyages et de l'Association professionnelle des agents de voyage (APAV) à sa requête en jugement déclaratoire sur laquelle le tribunal doit se prononcer dans les prochaines semaines.

L'Association of Canadian Travel Agencies (ACTA), d'Ottawa, doit de son côté prendre une décision d'ici quelques semaines relativement à une poursuite possible contre Air Canada, qui, en mars 2002, n'aurait donné qu'un mois d'avis aux agences de voyages pour mettre fin à tous les paiements de commissions. L'impact de cette décision-surprise se chiffrerait en millions de dollars de dommages, selon Marc-André Charlebois, président-directeur général de l'ACTA.

Jacqueline Deslauriers, présidente de Voyages Montambault, invoque dans la requête supportée par l'APAV que les commissions payées aux agences du Québec ont chuté de moitié, de 10 % à 5 %, entre 1999 et le début de 2002. Le 22 mars 2002, Air Canada avisait les agences qu'elle cesserait de payer toutes les commissions de base le mois suivant.

Du 14 au 29 mars 2002, plusieurs autres transporteurs ont imposé aux agences la même médecine, dont American Airlines, Continental, United Airlines, Delta, KLM, US Airways, America West Airlines. Le groupe mondial Star Alliance comprend notamment United Airlines et Air Canada, dont les décisions ont forcé les agences à se retourner très rapidement et à imposer des frais de services aux voyageurs, tout en continuant à recueillir des revenus pour les transporteurs.

Deux semaines après le dépôt de la requête québécoise, Air Canada a annoncé aux

agences que la commission passait à 0,5 %, souligne M^{me} Deslauriers, qui croit y voir un aveu. Selon le Manuel de l'agent de voyages, le transporteur autorise des agents à vendre des billets d'avion contre rémunération, affirme-t-elle. Ce contrat prévoit en contrepartie que l'agent respecte 100 règlements, possède un coffre-fort et remette les revenus au transporteur. « On faisait le travail, mais, pour augmenter ses profits, Air Canada a mis sur pied un centre d'appels et fait la promotion de l'achat par Internet. Toutefois, le transporteur n'est toujours pas rentable », déclare de son côté Danielle Durocher, présidente de l'APAV.

L'APAV a 350 agences membres qui, avec les fournisseurs, emploient 3000 personnes. Ces PME ont en moyenne un chiffre d'affaires de quelque 2,2 millions, estime M^{me} Durocher.

La CSTAR canadienne compte 900 membres sur les 3700 agences accréditées au Canada, qui emploient 30 000 personnes, indique Bruce Bishins.

Du nouveau chez le gestionnaire TAL

RÉJEAN BOURDEAU

TAL GESTION d'actifs, de Montréal, vient de réaliser un coup de file en attirant l'économiste en chef adjoint du courtier Financière Banque Nationale.

Vincent Lépine se joindra à l'équipe de TAL dès le 10 mars à titre de vice-président recherche. Il participera à la recherche pour le groupe de répartition d'actifs, spécialisé dans la pondération des portefeuilles entre les actions, les revenus fixes (obligations) et l'encaisse.

Ses études et ses analyses toucheront autant le marché canadien que l'international. L'équipe de 11 personnes, dirigée par Luc de la Durantaye, premier vice-président, répartition globale d'actif, compte

cinq chercheurs, trois stratégies boursières et du personnel administratif.

« Nous sommes très heureux de l'accueillir dans nos rangs », a confirmé le président Michel Lauzon.

Selon lui, les 12 ans d'expérience de Vincent Lépine « en recherche économique et de marché, de même que son expertise en développement de modèles d'analyse quantitative, ajoutent de la profondeur et de la rigueur à l'équipe ».

Avant de travailler dans le groupe de la Banque Nationale, M. Lépine a été professeur d'économie à l'Université d'Ottawa et économiste au ministère des Finances, dans la capitale fédérale.

Il n'a pas été possible de le joindre hier.

Année faste pour la construction résidentielle

Presse Canadienne

LA CONSTRUCTION résidentielle a constitué un pilier de l'économie canadienne en 2002, avec une hausse de 20,9 % des investissements en un an à 52,7 milliards de dollars, selon des données de Statistique Canada publiées hier. Au Québec, la construction a généré des investissements de 11,1 milliards l'année dernière, une hausse de 32 % par rapport à 2001.

Cette performance est attribuable à la faiblesse des taux d'intérêt, à la croissance de l'emploi, à la croissance du revenu disponible et à la rareté des loge-

ments à vendre et à louer, estime l'agence. Ces facteurs ont contribué à inciter les consommateurs à se tourner vers le marché des constructions neuves.

Les trois composantes qui servent à évaluer l'investissement en construction résidentielle — les logements neufs, les rénovations et les coûts d'acquisition — sont toutes en hausse par rapport à 2001.

La construction de logements neufs a généré la majorité des investissements en 2002, à 29,2 milliards pour l'ensemble du Canada. Les dépenses en rénovations se sont chiffrées à 18,6 milliards, alors que les coûts d'acquisition ont atteint 4,9 milliards.

Investissement en construction résidentielle

	QUATRIÈME TRIMESTRE			ANNÉE		
	2001 (en millions de dollars)	2002 (en millions de dollars)	VARIATION	2001 (en millions de dollars)	2002 (en millions de dollars)	VARIATION
Québec	2 013,6	2 758,3	37,0 %	8 431,6	11 136,4	32,1 %
Terre-Neuve-et-Labrador	155,0	202,2	30,5 %	568,7	701,5	23,4 %
Alberta	1 559,6	1 986,7	27,4 %	5 866,8	7 340,1	25,1 %
Yukon	16,6	20,9	25,6 %	64,2	77,8	21,1 %
Manitoba	234,2	288,2	23,1 %	919,0	1 105,4	20,3 %
CANADA	11 209,9	13 765,7	22,8 %	43 609,6	52 730,8	20,9 %
Nouveau-Brunswick	231,1	283,6	22,7 %	855,7	996,6	16,5 %
Nouvelle-Écosse	287,5	343,5	19,5 %	1 119,6	1 307,0	16,7 %
Colombie-Britannique	1 517,0	1 801,6	18,8 %	5 705,6	6 666,1	16,8 %
Ontario	4 906,5	5 759,6	17,4 %	19 011,9	22 083,1	16,2 %
Île-du-Prince-Édouard	46,8	54,8	17,0 %	165,2	199,0	20,4 %
Saskatchewan	214,0	217,6	1,7 %	817,1	958,5	17,3 %

Note : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source : Statistique Canada

Avis de convocation

Assemblée annuelle des actionnaires

Date: mercredi le 12 mars 2003

Heure: 9 h 30 (heure locale)

Lieu: Le Palais des Congrès de Montréal
salle 710
201, avenue Viger Ouest
Montréal (Québec)

AUX FINS SUIVANTES :

1. Recevoir les états financiers consolidés pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2002 ainsi que le rapport des vérificateurs s'y rapportant;
2. élire les administrateurs;
3. nommer les vérificateurs;
4. étudier les propositions présentées par un actionnaire; et
5. étudier toute autre question dont l'assemblée pourrait être régulièrement saisie.

Les détenteurs d'actions ordinaires inscrits au registre des actionnaires de la Banque le 21 janvier 2003, à 17 h (heure locale), ont le droit de recevoir un avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires. À cette date, 183 463 975 actions ordinaires de la Banque étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire de la Banque confère un droit de vote à son détenteur, sous réserve des restrictions établies par la *Loi sur les banques*.

Par ordre du Conseil d'administration

La vice-présidente et
secrétaire corporatif
Linda Caty

**BANQUE
NATIONALE
DU CANADA**

Montréal, le 23 janvier 2003

En raison des travaux de construction en cours dans le secteur, nous vous suggérons d'utiliser les transports en commun (station de métro Place d'Armes). Si vous utilisez votre automobile, l'entrée du stationnement est située au 201, avenue Viger Ouest.

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain vous invite à sa série de déjeuners-causeries

Desjardins

Tournée vers l'avenir...

Mardi 18 mars



Derek H. Burney
Président et chef de la direction
CAE

En association avec

AIR CANADA

Bell

Diners Club International

FMC

FRASER MERRICK COOPER LLP

Pratt & Whitney Canada

Samson Bélaire
Deloitte & Touche

SNC-LAVALIN

SSQ GROUPE FINANCIER



Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
Board of Trade
of Metropolitan Montreal

3121549A

2003

«Les défis de l'industrie canadienne en matière de défense et d'aérospatiale»

de 12 h à 14 h

Hôtel Wyndham Montréal
1255, rue Jeanne-Mance

Présenté par

BOMBARDIER

Billet(s)

Membres : 50 \$

Non-membres : 80 \$

Table(s) de 10

Membres : 475 \$

Non-membres : 800 \$

Taxes en sus

Renseignements

(514) 871-4000, poste 4001

Réservations

par télécopieur

(514) 871-5971

par Internet

www.ccm-cc.ca/activités

Prix réduit pour nos membres via

notre site transactionnel sécurisé



Le Cercle Canadien de Montréal
DÉJEÛNER-CONFÉRENCE

Titre de son allocution : : « Une solution à la croisée des chemins : le rail voyageurs au Canada »

Le lundi 10 mars 2003, midi
Hôtel Delta Centre-ville, Salon Régence C,
777, rue University, Montréal

Partenaire principal : Bell
Commanditaires de saison : Ernst & Young
Ogilvy Renault

Commanditaire d'événement : RBC Groupe Financier

Thème de saison : L'éthique professionnelle et son impact sur les entreprises, par conséquent, sur la société canadienne.

Billets -non membre : 70 \$ (taxes incluses)
-Table de 8 : 520 \$ (taxes incluses)
-Table de 10 : 650 \$ (taxes incluses)

Réservations avant le jeudi 6 mars 2003, midi
Tél.: (514) 398-0333



Jean Pelletier
Président du
Conseil d'administration
VIA Rail Canada

3085870

Est-il possible de s'en éloigner... sans y jeter un dernier coup d'œil ?

999\$
PAR MOIS*

*Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois, 16 000 km par année. Transport, préparation et taxes en sus. Comptant de 22 000 \$ + taxes requis. LES MODÈLES ILLUSTRÉS NE SONT QU'À TITRE DE RÉFÉRENCE ET PEUVENT VARIER.

996 Carrera 2 Coupe avec roues 18" Carrera, tapis, et tout l'équipement standard Porsche.



PORSCHE

autostrasse
P O R S C H E

514.748.6961 autostrasse.com

5905, ROUTE TRANSCANADIENNE, ST-LAURENT

3122921

Gérer la confidentialité sans trop de stress



LIETTE D'AMOURS COMMERCE ÉLECTRONIQUE

collaboration spéciale
liette.damours@cefrio.qc.ca

Vous travaillez dans le secteur financier et détenez une foule d'informations sur vos clients. Déterminé à mieux exploiter cette richesse, vous implantez un système de gestion de la relation client (CRM). Mais attention : vous avez beau détenir toute la puissance informatique pour mieux sonder, solliciter et convaincre vos clients, vous demeurez tout de même assujéti aux règles relatives à la protection des renseignements et du droit à la vie privée que votre société doit respecter.

Une gestion qui se complexifie en fonction du nombre de clients, d'employés et de juridictions avec lesquels vous devez composer. Ainsi, une société comptant des millions de clients répartis dans plusieurs territoires et, par surcroît, gérés par des milliers d'employés risque davantage d'enfreindre les règles en matière de confidentialité des renseignements qu'une PME négociant avec une quarantaine de clients québécois.

En outre, certains milieux sont plus vulnérables que d'autres. De par la nature critique

des renseignements qu'elles détiennent, les organisations issues de l'administration publique ou encore des secteurs de la santé, de la finance et de l'assurance doivent redoubler de vigilance.

Ce qui ne signifie toutefois pas que les autres entreprises soient davantage à l'abri des poursuites. L'adoption des affaires électroniques et l'entrée en vigueur de nouvelles lois visant à mieux protéger les consommateurs/clients supposent la mise en place de mécanismes administratifs spécifiques et rigoureux pour tous les types d'organisations. Une évidence s'impose : Internet accroît la vitesse des échanges et par conséquent les risques.

Précisons que la plupart des entreprises qui contrevennent aux lois en matière de confidentialité des renseignements ne le font pas par malice, mais plutôt par ignorance.

Zéro souci

C'est pour éviter les erreurs que Zero-Knowledge a conçu EPM (*Enterprise Privacy Manager*), application qui permet d'informatiser toutes les tâches relatives à la définition, l'implantation et la gestion des pratiques internes en matière de respect de la vie privée. « Cet outil permet de respecter les règles en vigueur à meilleur coût. Il donne plus de contrôle, plus de flexibilité et une meilleure vue d'ensemble de l'entreprise, affirme Austin Hill, premier vice-président et responsable de la stratégie chez cette firme lavalloise spécialisée dans les solutions de sécurité et de protection de la vie privée. »

En outre, le système produit des rapports qui permettent au responsable de l'appli-

cation de ces règles d'analyser et d'évaluer la performance de son organisation et de rectifier le tir au besoin. « Certaines organisations dépendent jusqu'à 600 000 \$ par année en frais de vérification externe pour s'assurer qu'elles respectent bien les lois en matière de confidentialité des données, soutient le cofondateur de Zero-Knowledge. D'autres, qui n'ont pas ces moyens, font plutôt le mort en espérant faire les choses correctement. Une entreprise ne peut toutefois plus courir de tels risques aujourd'hui : cela peut occasionner de la publicité négative, des poursuites, etc. Les nouvelles lois en vigueur et la rigueur avec laquelle on les applique donnent à réfléchir. »

Avec EPM, cette vérification peut s'effectuer en grande partie à l'interne. Seule l'analyse du rapport final peut être confiée à l'externe, ce qui réduit considérablement les frais. En matière de prix, l'outil proposé par Zero-Knowledge coûte entre 250 \$ et 1000 \$ par utilisateur (administrateur de système). Notez qu'une seule licence peut répondre aux besoins de toute une entreprise.

Plus concrètement

Selon la façon dont il est implanté, l'outil peut servir essentiellement à deux fins : aider à prendre des décisions sur le plan juridique en matière de confidentialité des renseignements et gérer l'accès à cette information. Ainsi, le directeur du marketing d'une institution financière qui veut amorcer une campagne courriel auprès de tous ses clients détenant un compte d'affaires et un portefeuille d'actions pourra consulter le sys-

tème pour vérifier s'il peut concrétiser son intention sans enfreindre la loi. Il suffit de questionner le système pour obtenir des avis légaux : peut-on utiliser ces renseignements à telles fins dans l'état de New York ? Peut-on demander tel type d'information aux Québécois, etc.

En outre, le système permet de gérer la confidentialité des données de façon automatique. Ainsi, l'employé qui fait une manœuvre illégale reçoit systématiquement un mémo (« avis légal ») lui interdisant de poursuivre son action. Selon les niveaux de sécurité préétablis, l'application interdit aussi l'accès à certaines informations ou encore d'accomplir certaines tâches si elles s'avèrent contraires aux règles.

Une précision s'impose toutefois ; le logiciel ne contient pas de bases de données spécifiant quelles législations s'appliquent dans tel État, pays ou province. « Notre travail se limite à aider le client à configurer le système en fonction des lois qui régissent son secteur d'activité, précise Austin Hill. Il incombe à l'entreprise de décider comment elle va les interpréter et les appliquer. »

Selon son fondateur, Zero-Knowledge serait la seule à avoir mis au point ce type de système. « D'autres entreprises telles IBM travaillent actuellement sur des produits complémentaires à EPM mais nous sommes uniques en notre genre. Il faut dire qu'il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine. »

Liette D'Amours est directrice, communication et marketing au CEFRIQ

NOUS FÊTONS!



399\$*
Acompte de 895\$*

VOLVO S40 2003



499\$*
Acompte de 800\$*

VOLVO S60 2003



599\$*
Acompte de 7300\$*

VOLVO S80 2,9 2003

EN 2002, NOUS SOMMES ENCORE #1!



Nous voulons un titre consécutif et nous avons des offres exceptionnelles! Téléphonez ou passez nous voir et vous verrez que chez Uptown Volvo, c'est le temps de faire une bonne affaire!

UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré 737-6666
www.uptownvolvo.com

* Bail de 48 mois, allocation de 20 000 km par année, 0,08 \$ par km additionnel pour les S40 et S60 0,16 \$ par km additionnel pour la S80. Transport et préparation 1 100 \$ de plus. Taxes et immatriculation en sus.



Photo Bloomberg

Un Koweïtien se fait des réserves, au cas où...

AU SUJET DE VOS COMPTES À RECEVOIR...

Adressez-vous à des professionnels.

N'engagez aucun déboursé.
Consultez sans frais.



GRÉGOIRE PERRON, avocats

Téléphone : (514) 285-6441

Sans frais : (888) 285-6441

Télécopieur : (514) 285-8589

Courriel : gperron@videotron.ca

Les commerçants koweïtiens profitent de l'anticipation d'une guerre

Agence France-Presse

KOWEÏT — La crainte d'un conflit armé en Irak fait tinter, au Koweït, les tiroirs-caisses des marchands d'armes et d'autres vendeurs de produits censés protéger contre les dangers d'une guerre.

La population, d'un calme exemplaire, ne se prive pas pour autant de couteaux à cran d'arrêt ou de souliers conçus pour la marche dans le désert, à la grande satisfaction des commerçants.

Un supermarché propose des tenues de protection contre les armes chimiques, biologiques et nucléaires pour ceux qui craignent une attaque aux armes non conventionnelles par les troupes irakiennes.

Une tenue, dont on précise que « c'est celle qui est utilisée par les experts en désarmement de l'ONU en Irak », est exposée près de l'étal des fruits et légumes du centre Sultan et coûte... 14 dollars.

Le directeur du magasin à grande surface, Malcolm Mirand, fait état d'un grand intérêt pour ce produit en raison de son prix modique, qui le rend accessible aux Koweïtiens à bas revenus et aux travailleurs étrangers, principalement les Asiatiques et les Égyptiens.

« Mais nous n'avons pas de masques à gaz, sans lesquels cette tenue est inefficace, reconnaît M. Mirand. Ils sont difficiles à trouver », explique-t-il.

Le gouvernement koweïtien a été critiqué pour avoir importé des milliers de masques à gaz défectueux, assimilés par un expert tchèque à des « pneus usés ». Mais, selon la presse locale, 200 000 masques additionnels ont été commandés à la Corée du Sud.

Dans l'un des trois magasins de l'armurerie Al-Saleh, différentes armes peuvent être commandées, des Smith et Wesson aux Berettas, en passant par les Colt.

Le directeur du magasin, qui

préfère taire son nom, indique que les affaires vont « très bien » depuis le début du déploiement des forces américaines dans l'émirat.

Selon lui, l'afflux de sous-traitants de l'armée américaine et de journalistes, ainsi que la forte demande des ambulanciers et autres secouristes, ont stimulé les affaires : la demande de casques et de tenues de protection a décollé.

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de LA CAISSE CANADIENNE DE DÉPÔT DE VALEURS LTÉE

* Modifications aux renseignements déjà publiés.

A = annuelle ; S = spéciale ; G = générales ;

X = supplémentaire ; E = extraordinaire.

Raison sociale	Date insc.	Date d'ass.	Type d'ass.
A&W Revenue Royalties Income	19 avril	7 mai	AG
Advantage Wall Systems Inc.	18 mars	22 avril	AGS
Akroten Ashanti Gold Mines	17 fév.	12 mars	S
Alexis Resources Ltd	24 fév.	31 mars	GS
Algonia Central Corporation	17 mars	7 mai	AG
American Reserve Energy Corp*	17 fév.	8 avril	GS
Antigua Enterprises Inc.	25 mars	25 avril	AS
Apsley Management Group Inc.	10 mars	9 avril	AGS
Aqua-Pure Ventures Inc.	24 mars	25 avril	AGS
Ashton Mining of Canada Inc.	17 mars	23 avril	AGS
ARC Energy Trust	18 mars	17 avril	AGS
ARC Resources Ltd	18 mars	17 avril	AGS
Balfour Power Systems Inc.	22 mars	22 mai	AG
Basis100 Inc.	18 mars	6 mai	AS
Bell Canada International Inc.	21 mars	1er mai	A
Bioscrypt Inc.	22 mars	22 avril	A
Blotek Environmental Technology	25 mars	23 avril	AG
Blackrock Ventures Inc.	24 mars	13 mai	AS
Blue Lightning Ventures Inc.	24 fév.	28 mars	AG
Boulder Mining Corporation	12 mai	18 juin	AS
Brascan Corporation	18 mars	28 avril	A
Brookfield Properties Corp	19 mars	25 avril	A
Call-Net Enterprises Inc.	25 mars	7 mai	A
Canco Inc.	21 mars	9 mai	A
Canadian Utilities Limited	27 mars	7 mai	A
Cantrac Communications Corp	21 mars	25 avril	AG
Ceramic Protection Corporation	17 mars	24 avril	AGS
Cervus Corporation	19 mars	29 avril	AGS
Chancellor Enterprises Hds In	18 mars	29 avril	AS
Christopher James Gold Corp.	24 mars	24 mai	AG
Collicutt Hanover Services Ltd	10 mars	23 avril	AG
Com Dev International	19 mars	23 avril	AS
Commerce Surefire Inc.*	14 fév.	26 mars	E
Consolidated Pine Channel Gold Corporation Biotix	18 mars	30 avril	AGS
Corporation Bioiux	17 mars	24 avril	AG
Corporation Haemacure	17 mars	1er mai	A
CCL Industries Inc	17 mars	1er mai	A
CPI Plastics Group Ltd.	6 mai	6 mai	A
D'Hotel Legacy	17 mars	24 avril	A
Dofasco Inc	19 mars	2 mai	A
Duke Energy Canada Exchangeco	28 fév.	24 avril	AG
Dupont Canada Inc.	2 mars	18 mai	AS
E-L Financial Corporation Ltd	17 mars	1er mai	AS
Enbridge Inc	21 mars	7 mai	AS
Encana Corporation	17 mars	23 avril	AS
Endeavour Energy Inc.	11 mars	15 avril	AG
Ensis Growth Fund Inc.	21 mars	22 avril	AS
Extensicare Inc.	21 mars	8 mai	A
Fds de Revenu Transforce	17 mars	29 avril	AG
Fds Plac Imm Alexis Nihon	7 avril	12 mai	AG
First Canadian Energy Ltd.	5 mars	4 avril	AGS
First Trimark Ventures Inc.	19 mars	23 avril	AGE
Flint Energy Services Ltd.	21 mars	8 mai	AG
Fonds Revenu Boralex Energie	11 avril	13 mai	AG
Fonds SFK Pate	21 mars	25 avril	AG
Forum Development Corp.	18 mars	22 avril	AG
Full Riches Investments Ltd.	18 mars	29 avril	AG
Garnis Gold Ltd.	19 mars	7 mai	AE
Great-West LifeCo Inc	17 mars	1er mai	AS
Grenville Gold Corporation	21 mars	30 avril	AGS
Guyana Goldfields Inc.	18 mars	25 avril	AS
High Line Foods Incorporated	17 mars	1er mai	AG
Homburg Invest Inc	17 mars	25 avril	A
Home Equity Income Trust	17 mars	25 avril	A
Hospital Greetings Corporation	11 mars	14 avril	AGS
Hub International Limited	18 mars	6 mai	A
Indusmin Energy Corp	24 mars	31 mars	GE
Industries Lassonde Inc.	28 mars	29 avril	AG
Inmet Mining Corporation	20 mars	30 avril	AS
Intier Automotive Inc	27 mars	7 mai	AS
Investors Group Inc	17 mars	15 avril	AG
Itch Capital Corp	17 mars	5 mai	AG
IFL Investment Foundation Ltd	19 mars	24 avril	AG
IPC Financial Network Inc	24 jan.	24 mars	S
IPSCO Inc.	24 mars	30 avril	A
Kingsway Financial Services	20 mars	1er mai	AS
L.E.H. Ventures Ltd.	27 mars	9 mai	AG
Les Mines McWaters Inc.	17 mars	23 avril	AS
Linamar Corporation	25 mars	13 mai	AG
Manitoba Telecom Services Inc	10 mars	29 avril	AS
Masonite International Inc	21 mars	2 mai	AS
Matco Ravary Inc.	17 mars	23 avril	AG
Meridian Gold Inc.	6 mai	6 mai	AS
Millstream Mines Ltd	10 mars	15 avril	AS
Mondev Senior Living Inc.	20 mars	25 avril	AGS
Mount Real Corporation	20 mars	24 avril	AGS
Naftha Trading Inc.*	17 mars	28 avril	AGS
Norwall Group, Inc.	28 mars	21 mai	A
Oceanex Income Fund	21 mars	30 avril	AG
Offshore Systems International*	28 fév.	17 avril	AG
Onix International Inc*	13 fév.	25 mars	AG
OneClick Ventures Inc.	24 mars	22 avril	AGS
Pacific Northern Gas Ltd.	13 mars	17 avril	AG
Panoro Resources Ltd	21 mars	23 avril	GE
Parkside 2000 Resources Corp	17 mars	30 avril	AGS
Polyair Inter Pack Inc.	3 mars	19 avril	AS
Polyphat Inc.	5 mai	11 juin	AS
Potash Corporation of Sask Inc	20 mars	8 mai	AS
PrimeWest Energy Inc.	17 mars	6 mai	AS
PrimeWest Energy Trust	1er avril	6 mai	AS
PrimeWest Oil & Gas Corp.	1er avril	6 mai	AS
Prism Equities Inc	19 avril	28 mai	AG
PRB Corporation	14 mars	22 avril	AS
Radiant Energy Corporation	18 mars	30 avril	AS
Raimount Energy Inc.	28 fév.	31 mars	AGS
Ressources Freewest Canada Inc	17 mars	24 avril	AS
Russel Metals Inc.	17 mars	24 avril	A
RTO Enterprises Inc	24 mars	1er mai	AG
RW Packaging Ltd	21 mars	8 mai	AG
Seamark Asset Management Ltd.	21 mars	5 mai	AG
Shinningbank Energy Income Fund	28 mars	6 mai	AGS
Stantec Inc.	14 mars	19 avril	AG
Stella-Jones Inc.	24 mars	7 mai	AG
Sterne Stackhouse Inc.	18 mars	25 avril	AG
Superior Propane Income Fund	20 mars	24 avril	A
Synsorb Biotech Inc.	17 mars	18 mai	AG
Terraco Energy Corporation	14 mars	15 avril	AG
The Prospectus Group Inc.	18 mars	7 mai	AG
The Thomson Corporation	19 mars	7 mai	A
The Western Corporation	20 mars	30 avril	AG
Theratechnologies Inc.	18 mars	7 mai	AE
TimberWest Forest Corp.	2er avril	2 mai	AG
Toby Ventures Inc.	18 mars	22 avril	AG
Troymin Resources Ltd.	17 mars	18 mai	AG
True North Water Corp.*	20 mars	25 avril	AGS
Vancan Capital Corp	17 fév.	20 mars	GE
vantex,petrole,gaz et min itée	13 mars	28 avril	AE
Voice IQ Inc.	20 fév.	8 avril	AGS
Wescast Industries Inc	21 mars	6 mai	AG
Winalta Inc.	17 mars	6 mai	AG
Wipak Ltd	14 mars	15 avril	A

3122962

POUR 99 \$ PAR MOIS AVEC VERSEMENT INITIAL

VOUS POUVEZ MAINTENANT OBTENIR UN COPIEUR NUMÉRIQUE AVEC DES FONCTIONS QUI VALENT BEAUCOUP PLUS.

VITESSE XEROX :
20 PPM

POLYVALENCE XEROX :
RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT, JUSQU'À 400 %

TECHNOLOGIE NUMÉRIQUE XEROX :
COPIEUR RECTO VERSO
AUTOMATIQUE NUMÉRIQUE

COMMODITÉ XEROX :
DEUX MAGASINS PAPIER DE 500 FEUILLES

SIMPLICITÉ XEROX :
CHARGEUR AUTOMATIQUE DE DOCUMENTS



LE DOCUMENT CENTRE™
420DC DE XEROX

GARANTIE DE SATISFACTION
TOTALE XEROX

Pour seulement 99 \$ par mois* vous pouvez passer de votre vieux copieur analogique à la vitesse et à la fiabilité d'un copieur numérique Xerox, comportant moins de pièces mobiles et plus de fonctions pratiques. Ne ratez pas cette offre de location! Appelez-nous dès aujourd'hui.

COMPOSEZ MAINTENANT LE **1 800 275-XEROX, poste 1501**

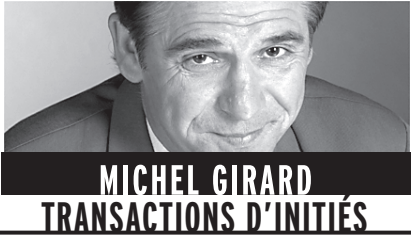
*Contrat de location de 66 mois. Avec versement initial de 999 \$ et paiements trimestriels de 297 \$. Applicable aux nouveaux contrats de location exécutés après le 17 janvier 2003. Pour les clients admissibles seulement. L'offre ne s'applique pas aux contrats négociés. Service et fournitures non inclus. Les conditions standard s'appliquent. Taxe de vente en sus. Approbation de crédit requise. Toutes les offres expirent le 31 mars 2003. La Garantie de satisfaction totale de Xerox s'applique au matériel visé par une garantie ou un contrat de service complet de Xerox et fait l'objet de certaines conditions. Pour plus d'information, composez le 1 800 275-XEROX, poste 1501. XEROX, Les gens de documents et Document Centre sont des marques déposées et tous les noms de produits sont des marques de commerce de XEROX CORPORATION pour lesquelles XEROX CANADA LIMITÉE détient des permis d'utilisation.

LES GENS DE DOCUMENTS

XEROX

3123033

Des retardataires et des vendeurs



MICHEL GIRARD
TRANSACTIONS D'INITIÉS

ASTRA TECHNOLOGIES — Il y a des initiés qui ne sont vraiment pas pressés de déclarer leurs transactions. Ainsi, l'administrateur Paulo Antonio Francisco a rapporté dans le dernier numéro du Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec un achat et une vente qui remontent à plus d'un an. M. Francisco a acheté, le 21 novembre 2001 (vous avez bien lu : 2001), un lot de 9500 actions ordinaires de la société Aastra Technologies, au prix de 9,50 \$ l'action. Il les a revendues la journée même au prix de 15,00 \$ pièce. Pour un profit brut de 52 250 \$.

ACIER LEROUX — Richard Samuel, de la haute direction, a lui

aussi attendu de longs mois avant de rapporter ses transactions d'achat totalisant 3700 actions subalternes de catégorie B. Les quatre transactions d'achat ont été faites au cours de la période allant du 15 au 28 août 2002. On parle d'un délai de sept long mois pour rapporter ces achats. Qu'à cela ne tienne, les actions ont été payées 3,75 \$ pièce.

TSO3 INC. — L'administrateur Marc Boisjoli est un autre de ces initiés qui viennent de rapporter de vieilles transactions. M. Boisjoli avait acquis, le 31 août 2001, un lot de 6600 actions au prix de 1,90 \$. Le 30 mars 2002, il y a donc près d'un an, il avait ajouté dans son portefeuille un lot de 3300 actions, achetées cette fois au prix de 2,00 \$ pièce.

JEAN COUTU — Yvon Béchard, administrateur et membre de la haute direction du Groupe Jean Coutu, a exercé un petit bloc de 13 800 options, au prix d'exercice de 7,01 \$ l'action. Il a par la suite vendu sur le marché les mêmes ac-

tions au prix de 15,49 \$. Cela lui a permis de réaliser un gain en capital brut de 117 000 \$. La levée des options et la revente des actions obtenues ont eu lieu le 13 février passé.

EXFO — L'initié Sami Yazdi s'est départi d'un lot de 9000 actions. Il a cédé ses actions à un cours moyen de 3,40 \$. Les transactions de vente ont été faites les 17 et 19 février dernier. Il reste encore dans son portefeuille un bloc de 903 367 actions de la compagnie Exfo Ingénierie-Électro-Optique.

ASTRAL — Claude Lizotte, un initié administrateur, a exercé, le 18 février dernier, un lot de 9153 options, au prix de 12,90 \$ l'action. Le lendemain, il vendu, en plusieurs transactions, les 9153 actions acquises par l'entremise de cette levée d'options. Il a obtenu un prix moyen de 24,30 \$. Cela lui a permis d'encaisser un bénéfice brut de 104 000 \$.

TRIZEC — L'administrateur William D. Birchall a mis la main sur un bloc de 27 200 actions de Trizec

Canada. Il a payé ses actions un prix moyen de 10,95 \$. Cet achat d'actions additionnelles porte à quelque deux millions d'actions sa position personnelle dans la société torontoise.

CAE — Un haut dirigeant, Gary R. Scott, a fait l'acquisition d'un lot de 14 000 actions ordinaires de CAE Inc. Les transactions d'achat ont été réalisées au cours de la période allant du 11 au 20 février dernier. Coût moyen des actions : 3,15 \$ US l'action. M. Scott en détient maintenant 17 628 dans son portefeuille.

GAZ METRO — Jacques Laurent, de la direction de la Société en commandite Gaz Métropolitain, a acquis un lot de 1000 parts de la populaire société en commandite québécoise. Il a payé pour ses nouvelles parts un prix de 18,60 \$ l'unité. Date de la transaction d'achat : le 21 janvier 2003.

GILDAN — Neuf hauts dirigeants et administrateurs de la compagnie Vêtements de sports Gildan, dont les deux grands patrons et principaux actionnaires, Glenn J. Cha-

mandy et Gregory Chamandy, ont exercé des blocs d'options et revendu *subito presto* à gros profits les actions ainsi acquises. La plupart des levées d'options et des transactions de vente d'actions ont été réalisées au mois de décembre dernier.

ERRATUM BCE EMERGIS — L'administrateur Robert Kearney a fait l'acquisition d'un lot de 1000 actions, au prix de 7,10 \$ pièce. La transaction d'achat a été réalisée le 6 février. Par ailleurs, M. Patrick Loulou — et non M. Kearney comme je l'avais indiqué — s'est fait octroyer un bloc de 15 000 options, au prix d'exercice de 7,31 \$.

Les actionnaires détenant une position privilégiée dans une entreprise inscrite en Bourse, comme les dirigeants, les administrateurs et les principaux actionnaires, doivent rapporter leurs transactions d'achat et de vente à la Commission des valeurs mobilières du Québec. Celle-ci les publie par la suite dans son bulletin hebdomadaire.

Croissance au ralenti aux É.-U.

Reuters et AFP

LE SECTEUR manufacturier américain a poursuivi son expansion pour le quatrième mois d'affilée en février, mais à un rythme ralenti, les chefs d'entreprises ayant préféré poursuivre les licenciements face à la réduction de leur marge de manœuvre dans le contexte de flambée des cours du brut liée aux anticipations d'un conflit en Irak.

L'indicateur des directeurs d'achat de l'Institute for Supply Management (ISM, ex-NAPM), publié hier pour le mois de février à partir d'une enquête auprès de quelque 400 entreprises, s'est établi à 50,5 le mois dernier — soit au-dessus de la barre de 50 qui sépare l'expansion de la contraction —, soit nettement sous le niveau de 53,9 atteint en janvier, et aussi nettement sous le chiffre de 52,4 attendu par les économistes.

La quasi-totalité des deux millions d'emplois que l'économie américaine a perdus au cours des deux dernières années se situent dans le secteur manufacturier, confronté à la fois à une demande anémique, une marge réduite pour augmenter ses prix et à une rude concurrence étrangère.

Selon l'ISM, les anticipations

d'une guerre en Irak constituent un « élément dissuasif majeur » pour de nombreux industriels dans un contexte du renchérissement du coût des matières premières à base de produits pétroliers.

« Le facteur énergétique fonctionne comme une taxe sur la croissance, » a précisé Norbert Ore, président de la commission d'enquête de l'ISM auprès des entreprises.

Les prix payés par les usines ont en conséquence fortement augmenté en février — ils sont au plus haut depuis juillet 2002 — à 65,5 contre 57,5 en janvier.

Licenciements

Qui plus est, le recul de certaines composantes de l'indice comme celle des prises de commandes suggèrent que la croissance pourrait chanceler au cours des prochains mois.

Les prises de commandes — qui permettent de se faire une idée de la production future — ont fortement ralenti à 52,3 contre 59,7 en janvier et 62,9 en décembre. Mais selon Ore, il est trop tôt pour dire si cette baisse est significative.

« Les choses sont très difficiles à analyser actuellement, » estime-t-il.

Une chose est sûre : les usines

ont continué à réduire leurs effectifs, la composante emploi de l'indice ISM baissant à 42,8, son plus bas niveau depuis janvier 2002, contre 47,6 en janvier.

Selon les économistes, ce chiffre, rapproché de la hausse des inscriptions hebdomadaires au chômage, signifie que les chiffres de l'emploi pour le mois de février, qui doivent être publiés vendredi, risquent de montrer une nouvelle détérioration du marché de l'emploi.

Le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, a fait savoir que la banque centrale n'hésiterait pas à nouveau assouplir sa politique monétaire si la croissance ne repartait pas après la fin du conflit irakien.

Baisse de la consommation

Par ailleurs, les dépenses de consommation des ménages aux États-Unis ont baissé de 0,1 % en janvier par rapport à décembre, tandis que leurs revenus ont augmenté de 0,3 % dans la même période, a annoncé hier le département américain du Commerce. Ces deux données sont en deçà de ce que les analystes attendaient : ils tablaient en moyenne sur une hausse de 0,1 % des dépenses des ménages et de 0,4 % de leurs revenus.

Détente des prix du pétrole

Agence France-Presse

NEW YORK — Les cours du pétrole se sont repliés hier sur le marché à terme de New York, les investisseurs estimant que le refus de la Turquie d'autoriser le déploiement de soldats américains sur son territoire pourrait entraîner un report d'une action militaire des États-Unis contre l'Irak.

Le prix du brut de référence (*light sweet crude*) pour livraison rapprochée en avril a fini en baisse de 72 cents à 35,88 \$ US, après avoir déjà perdu 60 cents US vendredi.

« Il est clair que la possibilité d'un report d'une guerre contre l'Irak, après le refus du parlement turc d'approuver l'utilisation par les troupes américaines

des bases militaires de ce pays, est l'information la plus importante du week-end », et a entraîné une détente des prix du pétrole, a indiqué Lawrence Eagles, analyste à la maison de courtage GNI.

« Certains observateurs militaires estiment que la menace de guerre pourrait être repoussée d'un mois », a ajouté cet analyste. Pour Paul Horsnell, analyste à la banque JP Morgan, « le message envoyé par les investisseurs est que même si la probabilité d'éviter une guerre est faible, elle est certainement plus forte qu'avant le week-end ». M. Fitzpatrick a précisé que les cours du fioul de chauffage avaient également reculé. Il s'attend toutefois à ce qu'ils repartent à la hausse vers les sommets de jeudi dernier « s'il y a beaucoup d'agitation comme la semaine dernière ».

L'Allemagne au bord d'une récession

Agence France-Presse

MUNICH — L'Allemagne risque de connaître un phénomène de déflation si les problèmes qui pèsent actuellement sur son économie persistent. L'institut de conjoncture Ifo y est allé de cette mise en garde dans une étude publiée hier.

« Si les problèmes actuels persistent, la conjoncture économique est davantage menacée de dangers déflationnistes, avec leurs effets négatifs pour l'économie dans son ensemble, qu'inflationnistes », écrit l'Ifo, un des principaux instituts de

conjoncture du pays. La déflation se caractérise par un cercle vicieux de baisse généralisée des prix, qui engendre une contraction des revenus et de la demande, alimentant à son tour une compression accrue des prix. L'économie japonaise est ainsi rongée depuis des années par une déflation qui érode les bénéfices des entreprises et dissuade les consommateurs de dépenser dans l'attente de nouvelles baisses des prix. L'an dernier, l'Allemagne a enregistré un taux d'inflation de 1,3 %, l'un des plus bas de l'UE, après 2 % en 2001.

LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE

AVIS DE LA DATE DE RÉFÉRENCE POUR LA 171^e ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que les administrateurs de La Banque de Nouvelle-Écosse ont choisi le 4 février 2003, à la fermeture des bureaux, comme date de référence pour déterminer les actionnaires ayant le droit de recevoir l'avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires qui aura lieu dans la salle Port Royal du World Trade and Convention Centre, 1800 Argyle Street, Halifax (Nouvelle-Écosse), le mardi 25 mars 2003 à 10 h (heure normale de l'Atlantique).

Par ordre du conseil
d'administration

Toronto (Ontario)
Le 29 octobre 2002

Deborah M. Alexander
Vice-présidente à la direction,
conseillère juridique générale
et secrétaire



1^{re} Varque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.



François Vimard



Sobeys Inc. annonce la nomination suivante :

François Vimard, vice-président exécutif, Sobeys Inc. M. Vimard est responsable de l'optimisation continue de nos processus d'affaires nationaux et régionaux. Jusqu'à tout récemment, F. Vimard occupait le poste de vice-président principal, finances et planification stratégique, pour Sobeys Québec. À ce poste, son expertise a contribué de façon importante à la croissance et au succès soutenus de l'entreprise au Québec.

Sobeys Inc. est l'un des deux détaillants et distributeurs canadiens de produits alimentaires présents à l'échelle du pays.

La Société exploite plus de 1300 magasins corporatifs et affiliés sous les bannières Sobeys, Garden Market IGA, IGA, IGA extra et Price Chopper.

créer de la
valeur
de façon durable

3123163A



OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT ET DE RENDEMENT



455, rue King Ouest, Sherbrooke

Immeuble classe " A ", centre-ville
Superficie locative : **96 874 pi car.**
Taux d'occupation : **98,4 %**
Revenu net (2002) : **1 125 826 \$**
Rendement projeté sur mise de fonds : **14,69 %**



3885, boul. Harvey, Jonquière

Immeuble classe " A ", centre-ville
Superficie locative : **66 321 pi car.**
Taux d'occupation : **89 %**
Revenu net (2002) : **295 419 \$**
Rendement projeté sur mise de fonds : **13,1 %**



1500, rue Royale, 505, rue des Forges, Trois-Rivières

Immeuble classe " A ", centre-ville
Superficie locative : **154 000 pi car.**
Taux d'occupation : **88,5 %**
Revenu net (2002) : **2 047 752 \$**
Rendement projeté sur mise de fonds : **15,42 %**



204, boul. Montarville, Boucherville

Immeuble de prestige
Superficie locative : **29 895 pi car.**
Taux d'occupation : **80,9 %**
Revenu net (2002) : **182 847 \$**
Revenu projeté (2003) : **272 418 \$**
Rendement projeté sur mise de fonds : **14 %**

Courtiers Protégés

Les Développements **Natco** Ltée

1010, de la Gauchetière Ouest, suite 600, Montréal

(514) 878-1010

0000000

3123321



Aéroplan ✪

1000
milles
Aéroplan
par séjour

Plus !
membre Club Gouverneur,
obtenez :

- petit déjeuner gratuit
- appels locaux gratuits
- 15^e nuitée gratuite
- tarif corporatif préférentiel

et bien d'autres avantages* !
Adhère gratuitement !

**** Offre en vigueur du 1^{er} janvier au 31 mars 2003**



**GOVERNEUR
HÔTELS**

1-888-910-1111
www.gouverneur.com

Montréal (Place Dupuis) • Montréal (Île Charron) • Québec (Sainte-Foy)
Trois-Rivières • Sherbrooke • Saint-Georges • Chicoutimi • Rimouski
Sept-Îles • Royan-Noranda • Shawinigan • Saint-Jean-sur-Richelieu

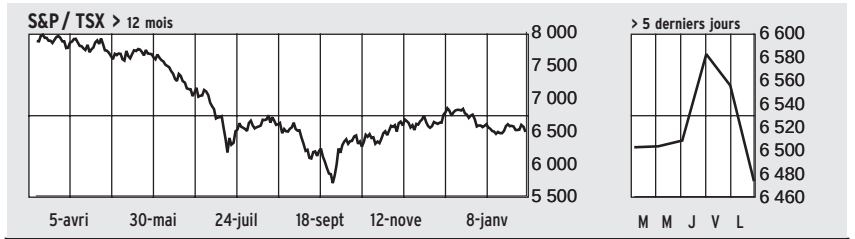
* Voir tous les détails sur le site www.gouverneur.com **Aucune autre offre ne peut être jumelée à cette promotion.

MD Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada.

3111526A

3111541

BOURSE DE TORONTO



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
6 570,52	6 597,48	6 472,53	6 472,53	-1,26%	-16,06%

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 271	GAINS	402	PERTES	669	INCHANGÉES	200
-------------------	-------	-------	-----	--------	-----	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	7 992,70	5 678,28	(millions)	145	176

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Services financiers	106,68	-1,29	Prod. consom. discr.	67,61	-0,71
Matériaux de base	113,68	-2,75	Services de télécom.	48,69	-0,38
Énergie	128,74	-1,75	Prod. consom. de base	143,05	-1,27
Produits industriels	59,11	-0,74	Service publics	125,80	-1,21
Tech. de l'information	15,99	0,04	Soins de santé	58,34	-0,69

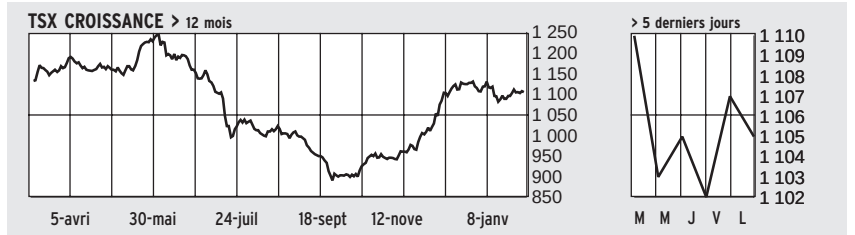
AUTRES INDICES CANADIENS							
	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)		FERMETURE	VAR.	VAR. (%)
S&P / TSX 60	367,56	-4,41	-1,19	S&P / TSX Moyen. Cap.	408,65	-7,38	-1,77
S&P / TSX Petites cap.	428,40	-4,37	-1,01	DJ Can. Titans (40)	972,81	-11,76	-1,21

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
NORTEL NETWORKS	14986962	3,30	0,10	PLACER DOME INC	2538305	13,91	-0,79
CANADA LIFE FINAN	4559561	43,09	-0,46	BANQUE IMPERIALE	2198812	46,97	-0,58
FIRST CALGARY PET	4726278	1,87	-1,23	BANQUE T-DOMINION	1906220	32,70	-0,60
INCO LTD	3734923	29,87	-1,88	BANK OF MONTREAL	1773613	41,36	-0,64
BOMBARDIER/B	3576910	4,59	-0,16	CELESTICA INC	1687785	18,16	0,26

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
ANORMED INC	59600	2,94	23,33	SMITHFIELD CANADA	1400	27,76	-0,78
ZI CORPORATION	12000	3,56	16,72	SHIRE ACQUISITION	1893	24,07	0,92
SMITHFIELD CANADA	1400	27,76	6,44	THIRD CON GEN. INV	2100	14,40	0,73
IMAX CORP	133740	6,69	6,36	ANORMED INC	59600	2,94	0,56
EXFO ELECTRO OPT.	9460	3,40	5,59	ALIM.COUCHE-TARD	2578	14,05	0,55

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
FIRST CALGARY PET	4726278	1,87	-39,68	ROYAL GOLD INC	18220	19,60	-8,97
ROYAL GOLD INC	18220	19,60	-31,40	CHC HELICOPTER/B	4500	22,95	-2,63
ASBESTOS CORP LTD	1300	3,15	-17,11	THIRD CON GEN. INV	3734923	29,87	-1,88
PREMIER TECH LTD	1030	3,36	-14,94	INCO LTD	57022	42,05	-1,60
CHC HELICOPTER/B	4500	22,95	-10,28	IUNIT S&P/TSX CN	202910	54,50	-1,50
				LOBLAW COMPANIES			

BOURSE DE CROISSANCE TSX



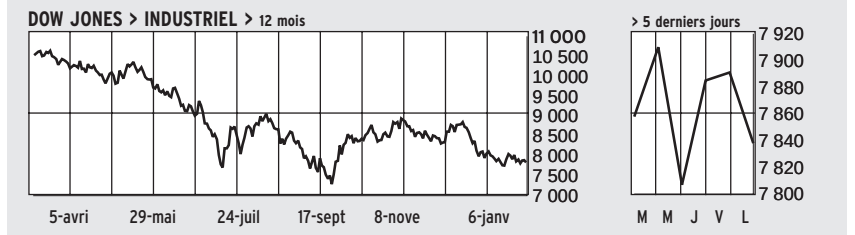
HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 108,15	1 111,63	1 099,90	1 104,57	-0,18%	-1,95%

ACTIONS NÉGOCIÉES	861	GAINS	290	PERTES	318	INCHANGÉES	253
-------------------	-----	-------	-----	--------	-----	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	1 256,23	887,29	(millions)	33	45

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
BETACOM CORP.	705000	0.14	0.00	SPIDER RESOURCES	445000	0.06	0.00
SNOWFIELD DEVELOP	623700	0.27	0.05	GOLDBROOK VENTURE	386295	0.43	0.01
ENDLESS ENERGY	602782	0.11	-0.07	SOLITAIRE MINERAL	349000	0.17	0.00
AVENTURA ENERGY	533000	0.42	-0.01	NORTHERN EMPIRE	340046	1.42	-0.03
FIRST AU STRATEGI	488000	0.13	0.00	PACIFIC RODERA V.	339850	0.26	0.02

NEW YORK



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
7 890,24	7 981,46	7 822,73	7 837,86	-0,67%	-24,41%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 429	GAINS	1 614	PERTES	1 620	INCHANGÉES	195
-------------------	-------	-------	-------	--------	-------	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	10 673,10	7 197,49	(millions)	1 176	1 319

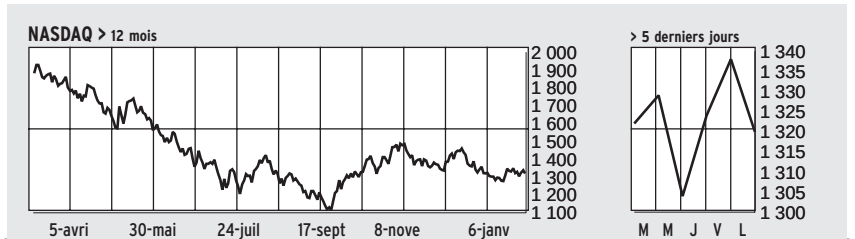
AUTRES INDICES DES AMÉRIQUES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
S&P 500 composé	834,81	-6,34	Dow Jones serv. publics	199,50	1,54
S&P 100 composé	422,18	-3,18	AMEX composé	829,71	-0,92
Dow Jones transport	2 066,08	17,03	Russell 2000	359,31	-1,21

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
LUCENT TECH.	17498400	1,66	0,02	PFIZER INC	10903400	29,37	-0,45
AOL TIME WARNER	15261800	11,20	-0,12	A T & T WIRELESS	10892800	5,82	-0,09
GENERAL ELECTRIC	15007500	23,90	-0,15	NORTEL NETWORKS	10695300	2,25	0,10
CAPITAL ONE FIN.	14095200	28,25	-2,72	EMC CORP/MASS	10661800	7,40	0,01
CITIGROUP INC	11226000	33,05	-0,29	EXXON MOBIL CORP	10394100	34,46	0,44

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
ZEMEX CORP	31000	8,60	42,38	BERKSHIRE HATH./B	7430	211,00	45,00
MIDWEST EXPRESS H	69400	2,99	25,63	ZEMEX CORP	31000	8,60	2,56
CENTROPOINT ENER.	5034300	5,80	24,73	MARKEL CORP	22400	21,00	2,34
AMR CORP/DEL	28700	4,85	18,29	AVENTIS-SPON ADR	192300	46,82	1,76
AMR CORP	1355600	2,63	12,39	ZAPATA CORP	39100	37,17	1,67

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
WHX CORPORATION	54200	2,13	-28,76	WASHINGTON POST/B	11900	701,00	-12,50
ABM INDUSTRIES	545400	13,17	-17,64	ABM INDUSTRIES	545400	13,17	-2,82
AIRNET SYSTEMS	11200	3,01	-14,00	CAPITAL ONE FIN.	14095200	28,25	-2,72
INCO LTD-WT	18900	6,00	-12,66	WHITE MOUNTAINS	18300	321,50	-2,50
TURKCELL ILETISIM	99100	14,39	-12,26	COVANCE INC	3627100	21,23	-2,32

NASDAQ



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 344,21	1 353,31	1 316,85	1 320,29	-1,29%	-26,76%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 407	GAINS	1 377	PERTES	1 792	INCHANGÉES	238
-------------------	-------	-------	-------	--------	-------	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	1 946,23	1 108,49	(millions)	1 247	1 340

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Assurances	2 201,40	7,92	Industrielles	991,59	-11,57
Banques	2 210,99	-8,23	Télécomm.	115,39	-2,47
Finances	116,50	0,00	Transports	1 201,52	7,35

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
CISCO SYSTEMS	50881600	13,72	-0,26	ORACLE CORP	26852000	11,69	-0,27
INTEL CORP	44112300	16,66	-0,59	APPLIED MATERIALS	20971400	12,64	-0,34
FIBERNET TELECOM	39074600	0,06	-0,02	NEXTEL COM./A	18506200	13,48	-0,60
MICROSOFT CORP	36888000	23,54	-0,16	JDS UNIPHASE CORP	15645800	2,80	-0,07
SUN MICROSYS	29813800	3,41	-0,03	DELL COMPUTER	14514900	26,46	-0,50

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
AUSPEX SYSTEMS	9808000	0,11	77,42	JEFFERSONVILLE B.	1000	55,00	3,99
STREICHEER MOBILE	20300	0,12	50,00	WECO GROUP INC	4100	44,00	3,13
QUADRAMED CORP	531100	0,60	42,86	FIRSTWAVE TECHN.	103100	14,52	2,75
BRIAZZ INC	12900	0,20	33,33	REXAM PLC-SPONS.	2400	27,84	2,53
PHARMACOR INC	8200	0,17	30,77	GREENE COUNTY B.	1500	21,05	2,05

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
ENCORE MEDICAL W.	15800	0,03	-40,00	ROYAL GOLD INC	5729500	13,10	-6,35
NEW VALLEY	1600	0,02	-33,33	INVERSK RESEARCH	1520400	13,99	-3,00
MICROHELIX INC -W	2000	0,02	-33,33	EMMIS COM./A	2615700	17,29	-2,50
INCOAL GOLD INC	5729500	13,10	-32,65	CEPHALON INC	2059700	45,94	-2,21
PENN TRAFFIC COMP	1400	0,11	-31,25	MAXIM INTEGRATED	6940400	32,49	-2,05

NASDAQ CANADA					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
225,90	227,60	222,55	222,55	-1,33%	-27,47%

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	353,64	172,89	(millions)	38	39

Source: Bloomberg

INVESTIR

La guerre effraie Toronto

Reuters

TORONTO — Le principal indice de la Bourse de Toronto a cédé hier sous le poids des craintes d’une guerre en Irak, tandis que plusieurs investisseurs se préparaient à réagir à la décision que doit prendre aujourd’hui la Banque du Canada sur son taux d’intérêt directeur.

L’indice composite S&P/TSX a reculé de 82,59 points, soit 1,26 %, pour clôturer la séance avec 6472,53 points, et ce malgré un début de séance en hausse.

À New York, l’indice Dow Jones a fini en baisse de 53,22 points (0,67 %) à 7837,86 alors qu’il progressait de plus d’un pour cent en séance. L’indice S&P 500 a abandonné 6,34 points (0,75 %) à 834,81 tandis que sur le NASDAQ, le Composite a cédé 17,23 points (1,29 %) à 1320,29.

Neuf des 10 sous-indices du parquet torontois ont cédé du terrain, seul le secteur des titres technologiques ayant échappé à cette tendance.

Le secteur financier a laissé filer 1,2 %, tandis que les titres énergétiques, qui ont profité des derniers temps de la hausse des prix du pétrole et du gaz naturel en Amérique du Nord, ont glissé de 1,3 %.

« Je trouve surprenant que pratiquement chaque secteur semble subir des pressions même si les prix des matières premières sont à la hausse », a observé Mark Lackey, directeur de recherche chez Brawley Cathers Ltd.

« Il y a tout simplement un manque d’acheteurs. Les acheteurs se tournent soit vers les obligations ou vers les bons du Trésor, mais ils ne sont certainement pas sur le marché », a-t-il poursuivi.

Les titres aurifères, pourtant considérés comme des valeurs refuge en période d’incertitude, ont cédé 4 %.

Le titre de Meridian Gold a terminé en baisse de 1,10 \$, soit 5,7 %, à 18,25 \$, tandis que celui de Glamis Gold Ltd. a laissé 89 cents, où 5,4 %, à 15,71 \$.

Les observateurs des marchés sont divisés quant à l’issue de la décision de la Banque du Canada, qui doit annoncer ce matin si elle hausse son taux de financement à un jour pour combattre l’inflation. La banque centrale pourrait aussi décider de laisser son taux directeur inchangé vu le ralentissement de la croissance économique. La majorité des principaux courtiers en obligations gouvernementales tablent sur ce dernier scénario.

D’abord bien orientée à la suite de l’arrestation ce

La Scotia veut investir plus dans une banque mexicaine

Reuters

LA BANQUE SCOTIA a annoncé hier avoir déposé une offre scellée officielle pour le rachat de participation de 36 % du gouvernement mexicain dans Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, la sixième banque du Mexique.

La transaction conférerait à la deuxième banque canadienne une participation de 91 % dans Inverlat, dont elle a pris le contrôle de la gestion en 1996.

L’agence bancaire du gouvernement mexicain, l’Instituto para la Protección al Ahorro Bancario (IPAB), avait annoncé dimanche le dépôt d’une offre par la Scotia.

L’offre restera scellée jusqu’à la fin des enchères publiques pour Inverlat. La Banque Scotia s’attend à ce que ce processus se poursuive pendant les deux prochains mois.

Aucun détail financier n’a été dévoilé, mais de récents rapports ont estimé la participation du gouvernement à environ 300 millions de dollars américains.

La Banque Scotia a déboursé 215 millions US en novembre 2000 pour faire passer sa participation dans Inverlat de 10 à 55 % avant de fusionner ses activités mexicaines avec Inverlat.

« Scotiabank Inverlat a connu une excellente croissance au cours des dernières années. (...) La Banque Scotia, qui n’a pas cessé de se montrer intéressée à acquérir les actions de l’IPAB, a maintenant officiellement cet intérêt en déposant une offre en bonne et due forme », a déclaré dans un communiqué le président du conseil et chef de la direction de la Banque Scotia, Peter Godsoe.

Le titre de la Scotia a reculé de 40 cents à 52,25 hier à la Bourse de Toronto.

Semi-conducteurs: ventes en hausse

Agence France-Presse

SAN JOSE — Les ventes mondiales de semi-conducteurs ont augmenté de 22 % en janvier par rapport au même mois de 2002 et atteint 12,2 milliards US, a annoncé lundi l’Association de l’industrie des semi-conducteurs (SIA). Mais ce chiffre représente une baisse de 2,4 % par rapport au mois de décembre.

La SIA prévoit pour l’ensemble de 2003 une croissance d’au moins 10 % des ventes de semi-conducteurs dans le monde.

Les prévisions de marché tablent sur une hausse de 4 à 7 % des investissements en technologies de l’information et une hausse de 10 à 14 % des ventes de PC aux entreprises. Selon la SIA il y a environ 160 à 180 millions d’unités obsolètes dans le monde.

Shire: accord de la FDA

Agence France-Presse

LONDRES — Le groupe pharmaceutique anglo-canadien Shire Pharmaceuticals a annoncé hier avoir reçu un accord préliminaire des autorités sanitaires américaines de la FDA pour son traitement de dysfonctionnements rénaux Fosrenol.

La FDA (Food and Drug Administration) a en effet demandé des informations supplémentaires avant de donner son feu vert définitif, a précisé Shire dans un communiqué.

Le groupe anglo-canadien espère toujours lancer aux États-Unis

avant la fin de l’année son nouveau médicament destiné à traiter des effets secondaires du traitement par dialyse, note le communiqué.

« Cet accord préliminaire est une excellente nouvelle », a commenté le Dr Wilson Totten, directeur de la Recherche et du Développement de Shire Pharmaceuticals.

Le Fosrenol avait fait perdre du terrain à Shire Pharmaceuticals à la Bourse de Londres la semaine dernière malgré l’annonce de résultats annuels en progression spectaculaire grâce à l’intégration de canadien BioChem Pharma, avec lequel il a fusionné en 2001.

Palm revoit ses ventes en baisse

MILPITAS, États-Unis — Le numéro un mondial des ordinateurs de poche Palm a révisé à la baisse sa prévision de chiffre d’affaires pour le troisième trimestre de l’exercice 2002-2003 à cause d’une

demande inférieure aux attentes aux États-Unis.

Palm table désormais sur un chiffre d’affaires de 205 à 210 millions de dollars au lieu de 230 à 250 millions précédemment.

OTHER DEBT SECURITIES

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

[illegible]

Bons résultats pour la Société financière Desjardins-Laurentienne

RÉJEAN BOURDEAU

LA SOCIÉTÉ financière Desjardins-Laurentienne (SFDL), spécialisée dans les sociétés d'assurance et les fonds de placement, a terminé son année financière par une solide performance.

Pour son quatrième trimestre, clos le 31 décembre, la filiale du Mouvement Desjardins a engrangé des profits de 51 millions, en hausse de 82 % sur la période équivalente l'an dernier, grâce à la croissance de ses activités d'assurance.

Pour l'année, la SFDL a enregistré un bénéfice net consolidé de 138 millions, en hausse de 30 %. Le rendement des capitaux propres, un important indicateur pour évaluer la rentabilité des financières, s'est élevé à 12,7 % par rapport à 10 % en 2001.

Pour l'année, ses revenus consolidés sont en hausse de 6 %, à 3,6 milliards.

« Nous avons connu une belle progression en terme de revenus, de rentabilité et d'efficacité opérationnelle », a dit sa présidente Monique Leroux.

La grosse part du gâteau revient au secteur de l'assurance de personnes avec des profits nets de 71,4 millions pour l'exercice, en augmentation de 16 % sur l'an dernier.

Fusion fructueuse

La fusion entre l'Assurance-vie Desjardins-Laurentienne et l'Impé-



Source : Société financière Desjardins-Laurentienne.

riale, pour former Desjardins Sécurité financière, a porté ses fruits, a souligné Louis-Daniel Gauvin, chef de la direction financière.

De plus, le déploiement de 300 conseillers en sécurité financière dans les caisses pour vendre de l'assurance de personne a donné de bons résultats.

M^{me} Leroux est également satisfaite des profits de 32 millions, en hausse de 27 %, pour le secteur de l'assurance de dommages (incendie, auto, habitation, risques divers).

Le Groupe Desjardins assurances générales, qui a avalé deux sociétés

Plus de profits pour la SFDL

Apport aux résultats nets consolidés, en millions de \$

	2002	2001	VARIATION
Assurance de personnes	71,4	61,7	15,7 %
Assurance de dommages	32,0	25,2	27,0 %
Services fiduciaires	16,9	15,3	10,5 %
Courtage de valeurs mobilières	-4,4	4,6	—
Société de portefeuille, gestion d'actifs et de placements	22,2	-0,5	—
Bénéfice net	138,1	106,3	29,9 %

**Monique Leroux, présidente
de la Société financière Desjardins-Laurentienne.**

Photo BERNARD BRAULT / La Presse©

d'assurances de la CIBC en 2000, a profité des coûts d'opération plus bas grâce à cette intégration.

En fait, ce secteur a réalisé un « bénéfice technique » pour la dixième année consécutive. « C'est un résultat inégalé dans l'industrie canadienne », a dit la présidente.

Un bénéfice technique est un profit généré par les opérations d'assurances, excluant les revenus de placement.

À l'affût d'occasions

Dans le secteur des services fiduciaires et des fonds de placement, la rentabilité a augmenté de

10,5 %, à 16,9 millions.

Malgré le contexte difficile dans lequel a évolué l'industrie des fonds communs de placement, Fiducie Desjardins aurait connu une bonne performance au chapitre des ventes nettes pour les Fonds Desjardins et Maestral.

Par ailleurs, la présidente n'a pas voulu commenter nos informations selon lesquelles la SFDL étudiait la possibilité de prendre une participation dans la filiale Capital Teraxis, une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec spécialisée dans la gestion de patrimoine.

BOURSE DE MONTRÉAL - OPTIONS CANADIENNES

[illegible]

TS À TERME

S&P CAN 60

200 \$ of the S&P CAN 60

Changement de 0.05 point d'indice = 10 \$

Historique

Jour

Int. en

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Mar3 390.100362.300374.500366.700367.400 4.50 69288

Apr3 383.500368.000369.000369.000 0.00 775

Sept.3 0.00 0.00 0.00 0.00 0.000373.2000.00 0

Déc.3 0.00 0.00 0.00 0.00 0.000376.2000.00 0

Volume journalier précédente: 7639

Intérêts en cours journalier précédente: 22978

3 MOIS

Acceptations Bancaires Canadiennes

1 \$ millions; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 97.320 94.070 96.955 96.905 96.955 0.00 56227

Apr3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 97.180 94.140 96.740 96.680 96.730 0.01 75338

Sept.3 97.030 93.820 96.560 96.490 96.560 0.00 50863

Déc.3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 96.700 93.770 96.270 96.250 96.280 0.050 7441

Sept.4 96.500 94.340 96.410 96.140 96.150 0.030 5602

Mar3 96.130 94.220 96.050 96.050 96.054 0.040 1289

Déc.4 95.940 94.100 96.000 96.000 95.920 0.020 239

Mar3 95.390 94.450 96.000 96.000 95.780 0.080 136

Jun3 95.300 95.300 0.00 0.00 95.630 0.00 2

Sept.3 95.210 95.210 0.00 0.00 95.480 0.00 2

Déc.3 95.000 95.000 0.00 0.00 95.330 0.00 0

Volume journalier précédente: 22614

Intérêts en cours journalier précédente: 22978

10 ANS

CONTRAT à terme sur obligations du Canada

\$100 000; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 108.29 104.64 107.30 107.20 107.61 0.21 69282

Jun3 107.08 105.89 106.92 106.57 106.94 -0.01 68282

Sept.3 0.00 0.00 0.00 0.00 105.84 0.00 0

Déc.3 0.00 0.00 0.00 0.00 104.84 0.00 0

Volume journalier préc.: 10389

Intérêts en cours journalier précédente: 112120

Options sur contrats à terme sur Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois

1 \$ Million; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 97.320 94.070 96.955 96.905 96.955 0.00 56227

Apr3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 97.180 94.140 96.740 96.680 96.730 0.01 75338

Sept.3 97.030 93.820 96.560 96.490 96.560 0.00 50863

Déc.3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 96.700 93.770 96.270 96.250 96.280 0.050 7441

Sept.4 96.500 94.340 96.410 96.140 96.150 0.030 5602

Mar3 96.130 94.220 96.050 96.050 96.054 0.040 1289

Déc.4 95.940 94.100 96.000 96.000 95.920 0.020 239

Mar3 95.390 94.450 96.000 96.000 95.780 0.080 136

Jun3 95.300 95.300 0.00 0.00 95.630 0.00 2

Sept.3 95.210 95.210 0.00 0.00 95.480 0.00 2

Déc.3 95.000 95.000 0.00 0.00 95.330 0.00 0

Volume journalier précédente: 22614

Intérêts en cours journalier précédente: 22978

10 ANS

CONTRAT à terme sur obligations du Canada

\$100 000; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 108.29 104.64 107.30 107.20 107.61 0.21 69282

Jun3 107.08 105.89 106.92 106.57 106.94 -0.01 68282

Sept.3 0.00 0.00 0.00 0.00 105.84 0.00 0

Déc.3 0.00 0.00 0.00 0.00 104.84 0.00 0

Volume journalier préc.: 10389

Intérêts en cours journalier précédente: 112120

Options sur contrats à terme sur Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois

1 \$ Million; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 97.320 94.070 96.955 96.905 96.955 0.00 56227

Apr3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 97.180 94.140 96.740 96.680 96.730 0.01 75338

Sept.3 97.030 93.820 96.560 96.490 96.560 0.00 50863

Déc.3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 96.700 93.770 96.270 96.250 96.280 0.050 7441

Sept.4 96.500 94.340 96.410 96.140 96.150 0.030 5602

Mar3 96.130 94.220 96.050 96.050 96.054 0.040 1289

Déc.4 95.940 94.100 96.000 96.000 95.920 0.020 239

Mar3 95.390 94.450 96.000 96.000 95.780 0.080 136

Jun3 95.300 95.300 0.00 0.00 95.630 0.00 2

Sept.3 95.210 95.210 0.00 0.00 95.480 0.00 2

Déc.3 95.000 95.000 0.00 0.00 95.330 0.00 0

Volume journalier précédente: 22614

Intérêts en cours journalier précédente: 22978

10 ANS

CONTRAT à terme sur obligations du Canada

\$100 000; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 108.29 104.64 107.30 107.20 107.61 0.21 69282

Jun3 107.08 105.89 106.92 106.57 106.94 -0.01 68282

Sept.3 0.00 0.00 0.00 0.00 105.84 0.00 0

Déc.3 0.00 0.00 0.00 0.00 104.84 0.00 0

Volume journalier préc.: 10389

Intérêts en cours journalier précédente: 112120

Options sur contrats à terme sur Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois

1 \$ Million; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 97.320 94.070 96.955 96.905 96.955 0.00 56227

Apr3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 97.180 94.140 96.740 96.680 96.730 0.01 75338

Sept.3 97.030 93.820 96.560 96.490 96.560 0.00 50863

Déc.3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 96.700 93.770 96.270 96.250 96.280 0.050 7441

Sept.4 96.500 94.340 96.410 96.140 96.150 0.030 5602

Mar3 96.130 94.220 96.050 96.050 96.054 0.040 1289

Déc.4 95.940 94.100 96.000 96.000 95.920 0.020 239

Mar3 95.390 94.450 96.000 96.000 95.780 0.080 136

Jun3 95.300 95.300 0.00 0.00 95.630 0.00 2

Sept.3 95.210 95.210 0.00 0.00 95.480 0.00 2

Déc.3 95.000 95.000 0.00 0.00 95.330 0.00 0

Volume journalier précédente: 22614

Intérêts en cours journalier précédente: 22978

10 ANS

CONTRAT à terme sur obligations du Canada

\$100 000; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 108.29 104.64 107.30 107.20 107.61 0.21 69282

Jun3 107.08 105.89 106.92 106.57 106.94 -0.01 68282

Sept.3 0.00 0.00 0.00 0.00 105.84 0.00 0

Déc.3 0.00 0.00 0.00 0.00 104.84 0.00 0

Volume journalier préc.: 10389

Intérêts en cours journalier précédente: 112120

Options sur contrats à terme sur Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois

1 \$ Million; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 97.320 94.070 96.955 96.905 96.955 0.00 56227

Apr3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 97.180 94.140 96.740 96.680 96.730 0.01 75338

Sept.3 97.030 93.820 96.560 96.490 96.560 0.00 50863

Déc.3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 96.700 93.770 96.270 96.250 96.280 0.050 7441

Sept.4 96.500 94.340 96.410 96.140 96.150 0.030 5602

Mar3 96.130 94.220 96.050 96.050 96.054 0.040 1289

Déc.4 95.940 94.100 96.000 96.000 95.920 0.020 239

Mar3 95.390 94.450 96.000 96.000 95.780 0.080 136

Jun3 95.300 95.300 0.00 0.00 95.630 0.00 2

Sept.3 95.210 95.210 0.00 0.00 95.480 0.00 2

Déc.3 95.000 95.000 0.00 0.00 95.330 0.00 0

Volume journalier précédente: 22614

Intérêts en cours journalier précédente: 22978

10 ANS

CONTRAT à terme sur obligations du Canada

\$100 000; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 108.29 104.64 107.30 107.20 107.61 0.21 69282

Jun3 107.08 105.89 106.92 106.57 106.94 -0.01 68282

Sept.3 0.00 0.00 0.00 0.00 105.84 0.00 0

Déc.3 0.00 0.00 0.00 0.00 104.84 0.00 0

Volume journalier préc.: 10389

Intérêts en cours journalier précédente: 112120

Options sur contrats à terme sur Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois

1 \$ Million; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 97.320 94.070 96.955 96.905 96.955 0.00 56227

Apr3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 97.180 94.140 96.740 96.680 96.730 0.01 75338

Sept.3 97.030 93.820 96.560 96.490 96.560 0.00 50863

Déc.3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 96.700 93.770 96.270 96.250 96.280 0.050 7441

Sept.4 96.500 94.340 96.410 96.140 96.150 0.030 5602

Mar3 96.130 94.220 96.050 96.050 96.054 0.040 1289

Déc.4 95.940 94.100 96.000 96.000 95.920 0.020 239

Mar3 95.390 94.450 96.000 96.000 95.780 0.080 136

Jun3 95.300 95.300 0.00 0.00 95.630 0.00 2

Sept.3 95.210 95.210 0.00 0.00 95.480 0.00 2

Déc.3 95.000 95.000 0.00 0.00 95.330 0.00 0

Volume journalier précédente: 22614

Intérêts en cours journalier précédente: 22978

10 ANS

CONTRAT à terme sur obligations du Canada

\$100 000; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 108.29 104.64 107.30 107.20 107.61 0.21 69282

Jun3 107.08 105.89 106.92 106.57 106.94 -0.01 68282

Sept.3 0.00 0.00 0.00 0.00 105.84 0.00 0

Déc.3 0.00 0.00 0.00 0.00 104.84 0.00 0

Volume journalier préc.: 10389

Intérêts en cours journalier précédente: 112120

Options sur contrats à terme sur Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois

1 \$ Million; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 97.320 94.070 96.955 96.905 96.955 0.00 56227

Apr3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 97.180 94.140 96.740 96.680 96.730 0.01 75338

Sept.3 97.030 93.820 96.560 96.490 96.560 0.00 50863

Déc.3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 96.700 93.770 96.270 96.250 96.280 0.050 7441

Sept.4 96.500 94.340 96.410 96.140 96.150 0.030 5602

Mar3 96.130 94.220 96.050 96.050 96.054 0.040 1289

Déc.4 95.940 94.100 96.000 96.000 95.920 0.020 239

Mar3 95.390 94.450 96.000 96.000 95.780 0.080 136

Jun3 95.300 95.300 0.00 0.00 95.630 0.00 2

Sept.3 95.210 95.210 0.00 0.00 95.480 0.00 2

Déc.3 95.000 95.000 0.00 0.00 95.330 0.00 0

Volume journalier précédente: 22614

Intérêts en cours journalier précédente: 22978

10 ANS

CONTRAT à terme sur obligations du Canada

\$100 000; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 108.29 104.64 107.30 107.20 107.61 0.21 69282

Jun3 107.08 105.89 106.92 106.57 106.94 -0.01 68282

Sept.3 0.00 0.00 0.00 0.00 105.84 0.00 0

Déc.3 0.00 0.00 0.00 0.00 104.84 0.00 0

Volume journalier préc.: 10389

Intérêts en cours journalier précédente: 112120

Options sur contrats à terme sur Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois

1 \$ Million; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 97.320 94.070 96.955 96.905 96.955 0.00 56227

Apr3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 97.180 94.140 96.740 96.680 96.730 0.01 75338

Sept.3 97.030 93.820 96.560 96.490 96.560 0.00 50863

Déc.3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 96.700 93.770 96.270 96.250 96.280 0.050 7441

Sept.4 96.500 94.340 96.410 96.140 96.150 0.030 5602

Mar3 96.130 94.220 96.050 96.050 96.054 0.040 1289

Déc.4 95.940 94.100 96.000 96.000 95.920 0.020 239

Mar3 95.390 94.450 96.000 96.000 95.780 0.080 136

Jun3 95.300 95.300 0.00 0.00 95.630 0.00 2

Sept.3 95.210 95.210 0.00 0.00 95.480 0.00 2

Déc.3 95.000 95.000 0.00 0.00 95.330 0.00 0

Volume journalier précédente: 22614

Intérêts en cours journalier précédente: 22978

10 ANS

CONTRAT à terme sur obligations du Canada

\$100 000; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 108.29 104.64 107.30 107.20 107.61 0.21 69282

Jun3 107.08 105.89 106.92 106.57 106.94 -0.01 68282

Sept.3 0.00 0.00 0.00 0.00 105.84 0.00 0

Déc.3 0.00 0.00 0.00 0.00 104.84 0.00 0

Volume journalier préc.: 10389

Intérêts en cours journalier précédente: 112120

Options sur contrats à terme sur Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois

1 \$ Million; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 97.320 94.070 96.955 96.905 96.955 0.00 56227

Apr3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 97.180 94.140 96.740 96.680 96.730 0.01 75338

Sept.3 97.030 93.820 96.560 96.490 96.560 0.00 50863

Déc.3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 96.700 93.770 96.270 96.250 96.280 0.050 7441

Sept.4 96.500 94.340 96.410 96.140 96.150 0.030 5602

Mar3 96.130 94.220 96.050 96.050 96.054 0.040 1289

Déc.4 95.940 94.100 96.000 96.000 95.920 0.020 239

Mar3 95.390 94.450 96.000 96.000 95.780 0.080 136

Jun3 95.300 95.300 0.00 0.00 95.630 0.00 2

Sept.3 95.210 95.210 0.00 0.00 95.480 0.00 2

Déc.3 95.000 95.000 0.00 0.00 95.330 0.00 0

Volume journalier précédente: 22614

Intérêts en cours journalier précédente: 22978

10 ANS

CONTRAT à terme sur obligations du Canada

\$100 000; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 108.29 104.64 107.30 107.20 107.61 0.21 69282

Jun3 107.08 105.89 106.92 106.57 106.94 -0.01 68282

Sept.3 0.00 0.00 0.00 0.00 105.84 0.00 0

Déc.3 0.00 0.00 0.00 0.00 104.84 0.00 0

Volume journalier préc.: 10389

Intérêts en cours journalier précédente: 112120

Options sur contrats à terme sur Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois

1 \$ Million; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 97.320 94.070 96.955 96.905 96.955 0.00 56227

Apr3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 97.180 94.140 96.740 96.680 96.730 0.01 75338

Sept.3 97.030 93.820 96.560 96.490 96.560 0.00 50863

Déc.3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 96.700 93.770 96.270 96.250 96.280 0.050 7441

Sept.4 96.500 94.340 96.410 96.140 96.150 0.030 5602

Mar3 96.130 94.220 96.050 96.050 96.054 0.040 1289

Déc.4 95.940 94.100 96.000 96.000 95.920 0.020 239

Mar3 95.390 94.450 96.000 96.000 95.780 0.080 136

Jun3 95.300 95.300 0.00 0.00 95.630 0.00 2

Sept.3 95.210 95.210 0.00 0.00 95.480 0.00 2

Déc.3 95.000 95.000 0.00 0.00 95.330 0.00 0

Volume journalier précédente: 22614

Intérêts en cours journalier précédente: 22978

10 ANS

CONTRAT à terme sur obligations du Canada

\$100 000; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 108.29 104.64 107.30 107.20 107.61 0.21 69282

Jun3 107.08 105.89 106.92 106.57 106.94 -0.01 68282

Sept.3 0.00 0.00 0.00 0.00 105.84 0.00 0

Déc.3 0.00 0.00 0.00 0.00 104.84 0.00 0

Volume journalier préc.: 10389

Intérêts en cours journalier précédente: 112120

Options sur contrats à terme sur Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois

1 \$ Million; points de 100 p. cent

Saison

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Int. en

Mar3 97.320 94.070 96.955 96.905 96.955 0.00 56227

Apr3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 97.180 94.140 96.740 96.680 96.730 0.01 75338

Sept.3 97.030 93.820 96.560 96.490 96.560 0.00 50863

Déc.3 98.900 95.880 96.420 96.340 96.410 0.00 28699

Mar3 96.700 93.770 96.270 96.250 96.280 0.050 7441

Sept.4 96.500 94.340 96.410 96.140 96.150 0.030 5602

Mar3 96.130 94.220 96.050 96.050 96.054 0.040 1289

Déc.4 95.940 94.100 96.000 96.000 95.92



À VOS AFFAIRES

Pour mieux vivre avec votre argent



FRANÇOIS POULIOT
DANS LES COULISSES

collaboration spéciale
Le Soleil

Les pharmaciens du Québec font l'objet d'une enquête pour avoir accepté des rabais auxquels ils n'auraient pas eu droit. Mauvaise nouvelle pour Jean Coutu ? Brume, dans un brouillard qui se densifie.

La Presse rapportait, il y a quelques jours, que près de 85 % des pharmaciens du Québec auraient sans droit accepté des rabais de 35 à 50 % de fabricants de médicaments génériques. La législation québécoise interdit apparemment aux pharmaciens d'accepter de pareils rabais, s'ils n'abaissent pas le prix des produits. La Régie de l'assurance-maladie du Québec étudie la possibilité de poursuites contre les délinquants.

En parallèle, le ministre de la Santé, François Legault, a indiqué récemment que, si des rabais étaient réellement consentis aux pharmaciens, il voulait aussi que le régime public puisse en bénéficier. La Régie de l'assurance-maladie vient d'ailleurs d'annoncer qu'elle entreprendra des poursuites pour récupérer les rabais consentis par les fabricants de médicaments génériques.

Le dossier est complexe et les avis partagés quant à son dénouement et à l'impact qu'il pourrait avoir sur l'industrie de la pharmacie au Québec.

La plupart des analystes doutent que Québec y aille d'un recours contre les pharmaciens. Même s'il juge la pratique discutable, Perry Caicco, de CIBC Marchés mondiaux, n'est d'ailleurs pas convaincu qu'elle sera ou serait qualifiée d'illégale par un tribunal. À son avis, le gouvernement ne devrait pas entreprendre un recours contre 85 %, mais contre 100 % des pharmaciens...

Les prétendues fautes passées des pharmaciens pourraient donc ne pas être punies. Il reste cependant qu'elles risquent d'être corrigées à l'avenir. D'autant que M. Legault semble vouloir s'assurer que l'État paiera le même prix que les pharmaciens pour ses médicaments. Les enveloppes sont communicantes, et ce qui sera gagné par l'un (le gouvernement) sera sans doute perdu par l'autre (les pharmaciens).

Quel sera l'impact pour Jean Coutu ?

Probablement limité, croit Denyse Chicoyne, de BMO Nesbitt Burns. Jean Coutu est une corporation de franchisés, qui touche des redevances sur le prix de vente. Ce sont ses franchisés qui écoperaient davantage, pas Jean Coutu.

« C'est pourquoi le gouvernement du Québec pourrait faire beaucoup de bruit autour de l'histoire, mais, en définitive, modifier bien peu de choses et laisser les pharmaciens continuer à bénéficier de rabais, renchérit Perry Caicco. Les pharmaciens du

Québec sont des petites entreprises que le gouvernement ne voudra pas affaiblir, et qui ont toujours trouvé bonne oreille chez lui. »

Vraiment décidé à agir, le gouvernement du Québec ?

Le risque demeure présent, dit James Duran, de Financière Banque Nationale, en soulignant que la province subit actuellement de fortes pressions du côté de l'assurance médicaments. Mais même si elle bouge, M. Duran ne croit pas non plus que Jean Coutu sera touché de manière significative (en raison du système de franchises). Il précise néanmoins qu'une baisse de rentabilité chez les franchisés ne serait pas sans effet et se répercuterait vraisemblablement sur la compagnie (coût des inventaires, financement des rénovations, expansions, etc.).

Menace américaines

Pour l'heure, les nuages les plus importants pour Jean Coutu semblent plutôt venir de chez l'Oncle Sam. Les États américains tentent eux aussi de trouver des solutions au financement de leurs programmes publics de santé (Medicaid) et ont déjà commencé à passer aux actes. Aux États-Unis, la rentabilité des pharmacies semble devoir écoper, directement ou indirectement.

Au mois de janvier, par exemple, l'État du Massachusetts a prévu des frais de 1,30 \$ US sur chaque prescription ne faisant pas appel aux programmes Medicaid et Medicare. Le tarif doit être en place jusqu'au mois de juin, puis être réduit à 0,65 \$, si les objectifs de collecte sont atteints.

Initialement, les pharmacies américaines

ont refilé le fardeau du 1,30 \$ au consommateur. Mais pour un temps seulement. Une zone grise dans la législation et des menaces de poursuites des assureurs ont soudainement conduit Walgreen à quitter le cartel et à prendre la « taxe » à sa charge. Ce qui devait arriver, arriva. Aussitôt, CVS, Brooks et Wal Mart ont emboîté le pas...

CIBC Marchés mondiaux estime que la politique coûte pour l'instant près de 0,9 million \$ US (1,35 million \$ CAN) par mois aux 163 établissements Brooks du Massachusetts (filiale US de Coutu). Sur un an, le frais gouvernemental ne devrait coûter que de 0,02 à 0,03 par action à Jean Coutu, ou 3,2 %-5 % du bénéfice de l'an dernier (0,61 \$).

D'autres difficultés sont cependant à prévoir dans l'État de New York. M. Caicco estime que la mesure n'est qu'une illustration d'un environnement qui se dégrade, et que d'autres mauvaises surprises sont à venir.

Combien vaut Jean Coutu dans cette situation ?

Depuis plusieurs mois, les multiples des sociétés américaines de pharmacie sont en contraction.

Financière Banque Nationale et CIBC Marchés mondiaux ont des cibles respectives de 15 \$ et 16 \$. BMO Nesbitt Burns est dissidente et souligne que les bénéfices de Jean Coutu devraient continuer d'afficher une forte croissance. Denyse Chicoyne prévoit un bénéfice en croissance de 22 % pour la fin de l'exercice en cours (mai) et de 17 % l'an prochain. Le titre ne mérite pas à son avis une contraction de multiple de l'ampleur de celle qu'il a enregistrée. Sa cible est à 20 \$.

Grandissons de toutes nos forces

On a encore besoin de votre soutien



Audrey Pelletier,
traitée en hématologie,
soutenue par
Brian M. Levitt de
Osler, Hoskin & Harcourt,
Jean-Claude Baudinet de
Lumigem Canada Inc.,
Claude Blanchet de
la Société générale
de financement
du Québec et
Pierre H. Lessard
de METRO INC.

De toutes nos forces, nous voulons donner à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont les moyens de grandir au rythme des besoins de la communauté montréalaise et de la population québécoise. Et de s'engager pour la vie. À force de volonté, nous allons y arriver.

Appuyez notre cause. Maintenant.

Joignez-vous à ces quatre compagnons de Maisonneuve-Rosemont et à leurs collègues Laurent Beaudoin de Bombardier inc., Robert Chevrier de la Société de gestion Roche inc., André Desmarais de Power Corporation du Canada, François Duffar du Groupe Cossette Communication inc., L. Jacques Ménard de BMO Nesbitt Burns, Nicole Ménard de la BMO Banque de Montréal, Stephen T. Molson de la Fondation Molson et Jean C. Monty, administrateur de sociétés.

Faites comme nos médecins, employés et bénévoles et participez à notre campagne de développement en composant le :

514 252-3435



**Fondation
de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont**
Centre affilié à l'Université de Montréal

Votre don, c'est notre force.

L'Hôpital Maisonneuve-Rosemont a été reconnu comme l'établissement le plus performant sur le plan financier à Montréal : (Source : comité Bédard, 2002)

Zone euro : début de reprise dans le secteur manufacturier

Reuters

LONDRES — L'activité industrielle de la zone euro, qui accusait une contraction depuis septembre dernier, a repris son expansion le mois dernier, selon l'indice publié hier à partir de l'enquête Reuters des directeurs d'achat de la zone euro.

L'indice PMI/Reuters pour la zone euro s'est hissé en février au-dessus de la barre de 50, qui sépare la contraction de l'expansion, pour atteindre 50,1. En janvier, l'indice était ressorti à 49,3.

L'expansion enregistrée dans la zone euro le mois dernier est due à la fois à une augmentation de la production et à des carnets de commandes regarnis, souligne la société NTC Research, qui réalise l'enquête pour Reuters auprès de 2500 sociétés industrielles des 12 pays de la zone euro.

L'indice des prises de commandes et de la production a été établi à 51,6 en février, contre un peu moins de 51 en janvier.

En revanche, le secteur de l'emploi est moins florissant, à 47,22 contre 46,36 le mois précédent. Comme l'avait souligné le président de Michelin, Édouard Michelin, la semaine dernière lors de la présentation des résultats du groupe, la « route » de 2003 est « incertaine ».

« Les chiffres des directeurs d'achat sont encourageants et dans la veine d'une certaine amélioration de la confiance apparue dans la zone euro au cours des dernières semaines », a commenté Philip Shaw chez Investec à Londres.

« Les économies de la zone euro restent toutefois très faibles et nous tablons toujours sur une baisse des taux de la BCE cette semaine. »

Le retour à l'expansion industrielle a en effet pu être interprété par certains opérateurs comme réduisant la probabilité d'une baisse des taux à la réunion du conseil de jeudi prochain de la Banque centrale européenne. Les marchés appellent de leurs vœux une baisse de 50 centièmes du coût du crédit.

Le principal taux directeur de la BCE, le taux de refinancement, se situe actuellement à 2,75 %.

L'Allemagne en expansion

L'activité manufacturière dans la zone euro a notamment été dopée par la plus forte croissance des prises de commandes en Allemagne depuis deux ans.

Les industriels allemands, tout en se plaignant de l'appréciation de l'euro qui rendrait leurs exportations moins concurrentielles, ont notamment enregistré une hausse des commandes en provenance des États-Unis, de l'Europe de l'Est et de l'Asie.

L'euro est revenu à la parité avec le dollar début décembre pour atteindre un pic de 1,09 \$ début février.

La NTC souligne toutefois que la reprise des commandes allemandes reste modeste et qu'elle semble être partiellement due à un effet de stockage en prévision d'une éventuelle guerre en Irak qui aurait un effet sur les prix et les approvisionnements. La NTC se demande ainsi si la croissance des commandes peut être considérée comme durable.

L'indice global de l'activité manufacturière allemande reste d'ailleurs en zone de contraction, tout en s'améliorant, à 49,9 contre 48,3 en janvier.

La France, au contraire, poursuit son expansion industrielle avec un indice à 51,5 contre 50,0 en janvier. L'Italie constate un ralentissement de son expansion à 50,7 contre 51,4.

Les craintes d'une nouvelle guerre du Golfe et la flambée des cours du brut qu'elles ont entraînée ont d'ailleurs fait augmenter le coût des matières premières des industriels de la zone euro.

L'indice des prix à la production est monté à 59,3, au plus haut depuis janvier 2001 et contre 55,2 en janvier.